

COPIES AUTHENTIQUES

DES PIÈCES RELATIVES

AUX NÉGOCIATIONS POUR LA PAIX

COMMENCÉES AVEC LA FRANCE.

COPIES AUTHENTIQUES

DES PIÈCES RELATIVES

AUX NEGOCIATIONS POUR LA PAIX

CONFERENCES AVEC LA FRANCE.

63.
COPIES AUTHENTIQUES

DES PIÈCES RELATIVES 523. e. 5.
3

AUX NÉGOCIATIONS POUR LA PAIX

COMMENCÉES AVEC LA FRANCE,

TELLES qu'elles ont été présentées aux deux
Chambres du Parlement, le 13 Novem-
bre 1800 ;

TRADUITES DE L'ANGLAIS.

*K. Gentlemen
de l'Assemblée*

LONDRES,

IMPRIMERIE DE B. WRIGHT PICCADILLY.

~~~~~  
1800.

COPIES AUTHENTIFIQUES

DES LIGES RELATIVES

AUX NEGOCIATIONS POUR LA PAIX

COMMENCEES AVEC LA FRANCE

Telles qu'elles ont été présentées aux deux  
Chambres du Parlement, le 15 Février  
1800;

TRADUITES DE L'ANGLAIS

LONDRES,

Imprimé par R. Waller, Piccadilly.

1801

# AVERTISSEMENT

DES TRADUCTEURS.

---

EN donnant la traduction de la copie anglaise des pièces authentiques que le Gouvernement d'Angleterre vient de publier, nous avons voulu faire connoître en France l'origine, la marche et le dénouement d'une intrigue diplomatique, dans laquelle il nous semble que les ministres anglais ont employé plus d'astuce que de politique, et plus de mauvaise foi que de talent.

Ces pièces prouvent que l'Angleterre cherchoit encore à tromper et l'Autriche et la France, et qu'elle feignoit le désir d'une pacification générale, dans la seule vue de mettre obstacle à une négociation particulière, lorsque la convention d'Hohenlinden est venue lui montrer que dans la guerre il est des circonstances de position, où il est impossible de cacher à ses amis leurs dangers, et à ses ennemis leurs avantages.



La publication que les ministres anglais ont faite de ces pièces , prouve en même tems qu'ils ont pensé que l'opinion de l'Europe seroit aussi docile que celle des deux chambres du parlement , qu'on ajouteroit par-tout une foi implicite au *discours du trône* , qu'on accuseroit la France d'avoir voulu la guerre , qu'on n'apercevrait pas dans quelles voies tortueuses le ministère anglais avoit voulu égarer les négociations de la paix.

Nous n'aurons pas de peine à faire voir que cette espérance est une insulte au discernement de l'Europe : et tout nous porte à croire que , malgré la tyrannie et les intrigues anglaises , l'Europe est encore assez éclairée et assez fière pour ressentir cette injure.

1°. Le ministère anglais a mal apprécié la situation de la France et celle de l'Autriche.

2°. Le ministère anglais n'a pas su discerner les intérêts de son pays et ceux de sa propre influence.

3°. Le gouvernement de la République

a prouvé ses dispositions pacifiques , par la modération de ses demandes , et par des concessions qui , bien examinées , font juger qu'en les offrant , il s'étoit plus déterminé par l'impulsion libérale et franche de ses sentimens , que par les maximes rigoureuses de la prudence.

4°. Enfin le Gouvernement de la République a prouvé son amour pour la paix par ses refus même. Car , en portant plus loin sa condescendance , il n'eût fait que livrer pour toujours peut-être les intérêts de la paix et la destinée de l'Europe , à la discrétion d'un gouvernement essentiellement ennemi de l'Europe et de la paix.

Nous entreprenons de prouver la vérité de ces quatre propositions. Nous discuterons ensuite quelques accessoires de détail tirés des pièces de la négociation.

La première proposition se trouve tout naturellement prouvée par la convention d'Hohenlinden. Toutes les bases du système des demandes et des refus des ministres anglais , étoient fondées sur la

dénégation des avantages de la position des armées françaises , et de l'infériorité de celle des armées autrichiennes. La cession d'Ulm , d'Ingolstadt et de Philisbourg , a fait voir que les ministres anglais étoient les seuls hommes en Europe qui s'abusassent sur cette inégalité de position.

Se sont-ils également mépris sur la valeur des offres de la France , et sur l'exagération de leurs demandes ? On va en juger.

La France demandoit un armistice maritime. Nous discuterons plus loin tout ce que cette demande pouvoit comporter d'avantages pour la France. On verra que , sur ce point , son ambition et ses espérances étoient extrêmement modérées. Mais si le ministère anglais eût voulu y déférer , quelles en eussent été les conséquences et pour l'Angleterre et pour la France ?

L'admission d'un plénipotentiaire anglais au congrès eût entraîné l'accession de la Russie , de Naples , du Portugal , aux négociations de la paix générale ;



l'intervention de tous les alliés de la France étoit la suite nécessaire de cette accession. Quel vaste champ de contentions ! quelle longue perspective de débats que la politique anglaise auroit eu mille moyens de compliquer , et mille occasions de rendre interminables !

Là , tous les intérêts auroient été mis en opposition ; l'énumération seule des griefs , des prétentions , eût ravi le tems que la France auroit en vain tenté d'employer à l'examen des droits ; leur discussion eût consumé les jours , les mois , les années ; l'influence anglaise se seroit fortifiée en s'étendant ; elle eût appelé à elle l'ambition des forts , la timidité des foibles ; les ministres de tous les Gouvernemens que sa politique a séduits , se seroient rangés sous le protectorat de sa diplomatie.

Qui peut dire en combien d'années tant d'intérêts , tant de passions auroient pu s'accorder ? Et pendant ce tems , on eût vu l'Angleterre redoubler par-tout l'activité de ses préparatifs hostiles.

Ses flottes auroient profité du tems de suspension pour se radoubler, pour reposer et renouveler leurs équipages ; moins astreintes à des stations pénibles et ruineuses, délivrées de la surveillance des croisières, elles eussent trouvé dans ses rades un abri nécessaire dans la saison périlleuse qui vient de leur faire essuyer tant de pertes.

L'espérance de la paix donnant à son crédit un nouveau ressort plus utile peut-être que la paix elle-même, eût assuré le succès de ses mesures fiscales. Elle eût trouvé dans des communications plus libres avec le continent, des moyens certains de porter remède à la disette qui déssole ses provinces. Elle eût donné plus d'étendue au système de séduction qu'elle pratique dans tous les Etats de l'Europe. Plus sûre de ses moyens, plus à l'aise sur le choix du moment, elle eût fait arriver à tems, aux places et aux époques désirées par son commerce, les subsides dont les envois précipités et mal répartis en tems de guerre, sont souvent pour ses négoc-

cians et ses banquiers , des occasions inévitables de discrédit et de ruine.

Ses alliés auroient fait des levées , des approvisionnementens. Ils auroient choisi leurs positions , fortifié leurs places , mûri leurs plans militaires. L'impression des dernières victoires françaises se seroit affoiblie : et la guerre eût pu recommencer avec avantage au moment où le négociateur anglais eût trouvé qu'il étoit tems de donner au congrès le signal de la discorde , et de dévoiler sans péril les vues hostiles de son Gouvernement.

Qu'on ne dise pas que la France eût pu tirer les mêmes avantages de la suspension. D'abord la trêve maritime réduite aux termes excessivement modérés qu'il paroît par les pièces nos 39 et 41 que l'agent français a offert d'admettre , présentoit peu de conséquences effectives. Les armées françaises n'ont besoin ni de renfort , ni de repos , ni d'un redoublement d'espérance ; la ligne géographique de leur position ne peut être perfectionnée : elle sera un sujet d'étude , elle fera époque



dans l'histoire de la tactique moderne ; l'impression morale de nos triomphes ne peut que perdre en s'éloignant de leur date ; le Gouvernement n'a pas besoin d'artifice pour asseoir le système fiscal de l'année ; la confiance générale donne une pleine vie au mécanisme des recettes ; la sagesse veille sur tous les détails de la dépense ; la suspension n'eût rien ajouté à cet heureux état de choses. Quant au commerce extérieur , il faut le dire , sa décadence est telle que la paix seule peut le ranimer : les secours d'une trêve incertaine dans sa durée , circonscrite dans les facilités qu'elle donne , ne sauroient suffire pour le relever de son état de découragement et de foiblesse. Il est bien possible de prouver que la France peut exister et faire la guerre sans commerce extérieur , mais on ne doit pas espérer qu'elle puisse redonner la vie à ce commerce , hors des circonstances d'une paix définitive.

Nous pouvons donc conclure que les ministres anglais , en refusant l'armistice demandé par la France , n'ont su discerner

ni les intérêts de leur pays , ni ceux de leur propre influence.

Mais le tableau qui précède ne prouve-t-il pas en même-temps que la France a donné des preuves qu'on peut dire trop libérales , de son désir pour la paix ? Ne doit-on pas s'applaudir que ses offres aient été rejetées , que l'ennemi , aveuglé par son orgueil , ait méconnu tout le parti qu'il pouvoit tirer de la loyauté française ? Quant à nous , nous ne pensons pas que l'Europe , que le ministère anglais lui-même , en juge autrement aujourd'hui.

Et cependant il accuse la France ; il trouve qu'elle a élevé *des prétentions inouïes*. Il faut voir à quels dangers elle eût été exposée , ce qu'on eût auguré d'elle , ce qu'on eût pensé de la prudence de son Gouvernement , s'il eût cédé , sans réserve et sans défiance , aux demandes du Gouvernement anglais.

Nous avons montré quels eussent été les avantages comparatifs de l'armistice maritime pour la France et pour l'Angleterre. Supposez maintenant que la France

eût fait encore le sacrifice de ces avantages, et ajoutez aux inconvéniens relatifs de la perspective que nous avons exposée plus haut , tous ceux de la guerre coloniale et maritime. La France désarmée sur le continent , entravée dans ses négociations avec l'Autriche par l'intervention toujours présente , toujours active , toujours ennemie de l'Angleterre , eût vu la mer incessamment ouverte à des expéditions hostiles contre elle et ses alliés , ses rades surveillées , ses ports bloqués , ses côtes menacées ; et pendant qu'elle eût consenti à ne faire aucun usage de ses plus puissans moyens d'attaque et de défense , ses ennemis eussent conservé le droit d'employer contre elle tous ceux qu'ils ont de lui nuire. L'Angleterre eût mis l'Europe en repos pour préserver ses alliés , et se fût réservé par privilège le droit exclusif de faire la guerre.

Telle est la question sous le point de vue du droit. Si on la présente sous celui des faits , on verra si nous avons mal jugé des intentions de l'Angleterre. Pendant



qu'on négocioit , étoit-ce l'espérance de la paix ou la soif de la guerre qui animoit ses ministres ? Qu'on jette un coup-d'œil sur leurs préparatifs et sur leurs mesures. Ils professoient le désir de mettre un terme aux calamités générales , et ils menaçoient le Danemarck , ils insultoient la Suède , ils irritoient la Russie ; ils parloient avec la plus insultante hauteur aux puissances barbaresques : ils payoient de nouveaux recrutemens ; ils contractoient de nouvelles alliances offensives en Allemagne : ils faisoient arriver à flots leur or dans toutes les places littorales de l'Europe : ils redoubloient l'ardente surveillance de leurs croisières : ils promenoient sur l'Océan des forces considérables , qui ne savent encore sur quels rivages elles doivent porter la destruction ; ils préparoient des expéditions lointaines pour l'est , pour l'ouest , et jusque pour les Philippines. Est-ce aveuglement ? est-ce effronterie ? Et imagine-t-on qu'on puisse , en présentant à l'Europe un tel appareil d'agression , se donner le droit de repro-

cher à son ennemi de n'avoir pas voulu négocier sans la stipulation préalable d'un armistice maritime ou sur la stipulation illusoire d'un armistice plus désavantageux pour lui que la guerre elle-même ?

Le Gouvernement français n'a pas refusé de négocier avec l'Angleterre ; il n'a pas refusé à l'Angleterre de l'admettre dans ses négociations du continent ; mais il a voulu avant tout avoir une garantie de ses dispositions ; et s'il a fortement insisté sur cette garantie , c'est que sous le voile de leurs déclarations pacifiques, les ministres de l'Angleterre cachoient un but qui ne pouvoit échapper à sa pénétration.

Le Gouvernement français vouloit obtenir une trêve maritime , qui compensât le sacrifice des avantages et de la perspective qu'il perdoit en consentant à l'armistice de terre ; il exigeoit qu'en recevant un gage de ses dispositions pour la paix , les ministres donnassent en échange un pareil gage de leur détermination de mettre fin à la guerre.

Les ministres anglais vouloient procurer

à l'empereur un armistice qui le dégagât de la position inférieure dans laquelle les événemens militaires l'avoient placé : cet armistice donnoit à leur allié le tems de préparer de nouveaux moyens pour prolonger la guerre : et cependant ils se flattoient de trouver dans leur admission au congrès, une occasion journalière et sûre d'embrouiller toutes les discussions, de faire évanouir toute espérance de rapprochement, et d'éloigner sans cesse les négociateurs de leur but.

Voilà ce que le Gouvernement français a su discerner. La lecture des pièces authentiques convaincra tout esprit impartial, qu'il eût compromis au plus haut degré les intérêts de la France, les intérêts mêmes de la paix générale, s'il eût jugé autrement des déclarations et des offres de ses ennemis. Qu'on lise attentivement les deux pièces cote A et n.º 4, les instructions au capitaine George, et la note n.º 15 du citoyen Otto ; qu'on jette les yeux sur le simulacre de contre-projet du lord Grenville ; qu'on observe l'insistance



de l'agent français, l'esprit de conciliation qui le porte à réformer son projet de trêve, à le calquer, pour ainsi dire, sur le projet presque dérisoire des ministres anglais; qu'on remarque enfin leurs dernières dénégations, et qu'on s'arrête sur les pièces n.<sup>os</sup> 18, 19, 24, 25, 28, 32, 34, 42 et 47, et nous nous flattons qu'on trouvera que nous avons défini avec précision l'objet et les vues des deux Gouvernemens.

Les ministres ont pu faire dire au roi d'Angleterre *que ses intentions étoient frustrées par la résolution de l'ennemi, de ne consentir qu'à une paix séparée*; M. Pitt a pu dire à la chambre des communes, que *S. M. s'est trouvée dans l'impossibilité de négocier sans se séparer de ses alliés*; le fait reste pour démentir ces vaines allégations: on le trouve en traits marquans dans la pièce n.<sup>o</sup> 28, et il se reproduit dans toutes les pages de la correspondance de l'agent français.

Si le roi d'Angleterre avoit réellement voulu faire cause commune, et partager avec ses alliés les avantages et les désa-

vantages d'une transaction d'armistice , il eût négocié en commun avec eux , et la France eût négocié avec lui. Mais il a voulu imposer à la France l'étrange condition de rester exposée pendant qu'elle consentoit à déposer ses armes : il a voulu rester uni à ses alliés , pour jouir du bienfait de la trêve , et c'est lui-même qui s'est séparé d'eux , quand il s'est agi de participer au sacrifice.

Cette manière d'envisager les droits et les devoirs fédératifs , appartient en propre au gouvernement anglais , et il nous semble quel'exemple qu'il vient d'en donner , fournit une leçon assez instructive aux cabinets du continent de l'Europe. L'Angleterre pouvoit acheter , et assez peu chèrement , l'armistice de terre dont elle savoit bien que ses alliés avoient besoin : par les dernières modifications que l'agent français a proposées , les concessions qu'on exigeoit d'elle se bornoient à laisser passer des secours définis , et extrêmement bornés à l'armée d'Egypte ; toutes les autres clauses étoient à-peu-près compensées. Les lois fédératives vouloient qu'elle fît ce sacrifice ;

son égoïsme s'y est refusé ; elle a délaissé l'Autriche au moment où les obligations de l'alliance lui imposaient de supporter une partie des charges de la garantie commune ; elle a forcé l'Autriche à s'affranchir à ses propres frais des difficultés de sa position , en abandonnant au vainqueur trois places importantes , qui étoient le dernier boulevard de l'empire.

Veut-on voir un indice du discernement ou de la bonne-foi du ministère anglais ? Qu'on rapproche de la convention qui a déterminé la cession de ces trois places , la pièce n.º 30. Dans cette pièce , les ministres sont près de s'indigner , qu'on paroisse mettre en doute l'égalité de position entre les armées autrichiennes et les armées françaises. Ils assurent qu'un armistice continental pur et simple est d'un avantage réciproque pour la France , et pour la cour de Vienne. Ils ne comprennent pas que la France puisse demander des compensations.

La cour de Vienne connoissoit mieux sa position , ou étoit moins en mesure d'en déguiser



déguiser le désavantage. Pendant que les ministres de son allié exaltoient la valeur de ses ressources et le mérite de sa constance, elle signoit l'abandon de trois places, et avouoit ainsi la nécessité où elle étoit d'acheter à ce prix la suspension des hostilités.

Il n'est pas exact de dire que *la France ait voulu séparer l'Angleterre de ses alliés*. L'agent français n'a cessé d'offrir l'alternative présentée dans le n.º 28, ou de la trêve maritime isolée et modifiée par le contre-projet anglais, tout illusoire qu'il étoit pour la France, ou de l'armistice continental combiné avec la trêve maritime du projet français. Les ministres du roi ont constamment rejeté la première proposition, et la convention d'Hohenlinden a rendu la seconde inutile.

Il est contre toute bienséance de dire que la France ait *avancé des prétentions inouïes*. La seule prétention que la France ait mise en avant, est celle d'avoir, sur les dispositions pacifiques des ministres anglais, un gage équivalent à celui qu'elle donnoit à la cour de Vienne. Cette préten-

tion pourroit être sans objet à l'égard d'un gouvernement qui n'auroit jamais autorisé aucun doute sur sa sincérité ; mais toute l'histoire de la guerre actuelle , et tous les aspects de la conduite diplomatique du gouvernement d'Angleterre , dans le cours des trois dernières années , justifient trop la défiance que la France a montrée dans cette occasion , pour que cette défiance ait besoin d'apologie.

Il seroit long et fastidieux de citer tous les exemples ; mais la négociation de Lille est le plus remarquable et un des plus récents ; et nous avons l'aveu des mêmes hommes qui nous accusent aujourd'hui de prétentions inouïes , pour preuve de l'ambiguïté des vues que l'Angleterre apporte dans toutes les négociations. N'a-t-on pas vu dans la dernière session du parlement , les orateurs de la guerre faire ouvertement le sacrifice de leur bonne foi politique , à leur renommée financière ? N'ont-ils pas avoué que l'objet des négociations de Lille étoit fiscal , plus encore que diplomatique ? Ne se sont-ils pas applaudis d'avoir ébloui les esprits par la perspec-

tive trompeuse de la paix qu'ils ne désiroient pas , afin d'assurer le succès des impositions de l'année dont ils avoient besoin pour l'exécution de leurs projets hostiles ? N'ont-ils pas dit enfin que milord Malmesbury avoit été envoyé en France pour déterminer le parlement à voter la triple taxe , et induire les sujets anglais à la payer ?

Après un aussi éclatant aveu, nous avons le droit de dire que le Gouvernement français se seroit laissé aller à une crédulité tout-à-fait honteuse , s'il avoit consenti à traiter avec des ministres aussi calculateurs , sans avoir obtenu d'eux aucune garantie , et s'il n'avoit pas exigé des gages de leur bonne foi , avant de les admettre à des négociations auxquelles leur ténacité et la notoriété de leur ambition malveillante , font justement soupçonner qu'ils ne vouloient prendre part que pour les troubler , pour égarer les vues des négociateurs , et rendre les discussions interminables.

L'Europe va lire ces pièces ; elle jugera entre la France et l'Angleterre ; elle dira si la France a voulu négocier , et si l'An-



gleterre a voulu tromper ; si la France ne veut pas arriver à la paix par tous les sacrifices qui sont compatibles avec sa sûreté , et si l'Angleterre ne veut pas continuer la guerre par tous les moyens que son isolation lui donne , et que son animosité lui suggère.

Les ministres dans leurs discours incideront sur des détails mal présentés dans leurs notes , et sur un objet auquel ils ont consacré dans leurs instructions au capitaine George et au secrétaire Hammond, des discussions bien superflues.

Ils appuieront sur le reproche auquel ils ont voulu donner une gravité véritablement puérile dans la note n.º 36 , relativement à la date de la trêve maritime proposée , et à celle de la prétendue rupture de l'armistice dénoncé. Tout cet échafaudage tombe à la réflexion simple , que la dénonciation d'un armistice n'est pas sa cessation , mais l'annonce de son terme à une époque déterminée , et que les hostilités restant toujours suspendues jusqu'à cette époque , il n'y avoit , de la part du Gouvernement français , aucune contra-

diction dans l'offre qu'il faisoit d'une trêve maritime , dont l'acceptation auroit par le fait annullé la dénonciation reprochée.

Enfin ils s'étendront sur la nouveauté de la proposition de l'armistice maritime , qui dans les pièces est l'objet de longues et bien frivoles dissertations , qui dans les papiers anglais est le sujet de la surprise affectée des journalistes de l'administration , en même tems qu'elle leur fournit l'occasion d'exprimer leur admiration sur la sagacité diplomatique qu'ils trouvent que M. Grenville , le capitaine George et le chevalier Hammond, ont déployée dans cette circonstance.

Quelques efforts de pénétration que les ministres et leurs flatteurs fassent sur ce point isolé de la discussion , nous ne croyons pas qu'il soit ni par sa nature ni par son objet , susceptible d'une telle profusion de dialectique.

Que la demande d'une trêve maritime soit inusitée en diplomatie , c'est ce qu'il est inutile d'examiner. Si l'on eût trouvé nécessaire de faire de cette remarque des ministres anglais , un point de contro-

verse , il eût été facile de leur rappeler plus d'un exemple de ces sortes de trêves , dans l'histoire de la diplomatie. En 1709 , les ennemis de la France en firent eux-mêmes l'offre dans un projet en trente-sept articles. L'armistice général est l'objet du trente-septième article. En 1710 , ce projet fut encore mis en avant, et le quatrième et le trente-septième articles furent refusés par la France. En 1711, la France et l'Angleterre traitèrent séparément; et les alliés de l'Angleterre n'ayant pas voulu accéder aux négociations des deux puissances , elles convinrent d'une suspension d'armes, qui fut signée le 19 août 1712, en un acte isolé de trêve maritime. Et qu'on ne pense pas que cette trêve fut un résultat nécessaire d'un rapprochement absolu. Ce rapprochement ne s'opéra qu'à la paix de 1713. Les négociations des trois années qui précédèrent furent extrêmement actives et très-épineuses entre la France et l'Angleterre. On n'eut lieu de croire à une pacification prochaine, qu'à l'époque du traité préliminaire de mars 1713, dont l'article 4 porte tex-



tuellement un armistice maritime et continental ; et les deux puissances ne furent véritablement pacifiées , que par le traité du 11 avril suivant , qui est connu sous le nom de traité d'Utrecht. Enfin la même clause se retrouve dans les négociations préliminaires de 1727 , 1748 et 1783.

Et quand il seroit vrai que la demande d'un armistice maritime seroit sans exemple qu'en pourroit-on conclure ? Dans cette guerre , et dans tout ce qui a été tenté pour en étendre , pour en perpétuer les ravages , tout n'est-il pas inusité ? Est-ce donc une chose ordinaire de voir la Porte et la Russie , les Etats barbaresques et l'Italie , l'Autriche et l'Angleterre , faire cause commune contre la France , de voir que cette guerre continue , et qu'après huit années d'animosité et de désastres , les membres de cette étrange association ne sachent pas encore ce qu'ils veulent de la France , s'ils ont le projet de la circonscrire , s'ils ont perdu le fol espoir de la démembrer , s'ils veulent la déprimer en l'épuisant , la dégrader en lui donnant des lois , ou s'ils n'am-

bitionnent que de mettre des bornes à sa prépondérance?

Est-ce une chose si naturelle de voir une puissance qui n'a pas un seul droit, un seul intérêt à défendre sur le continent, mettre tout le continent en armes, recruter et payer les armées, enflammer les cabinets, exciter les princes, pour éterniser sur leur territoire des désastres dont sa distance et son isolation la préservent? Et puisque la guerre a peu de risques pour elle, est-il extraordinaire que quand elle montre quelque désir de mettre enfin un terme à tous les maux que ses instigations seules provoquent, on lui demande pour gage de ses dispositions, l'assurance qu'elle restera inoffensive au milieu des préparatifs qui doivent se faire de toutes parts pour arriver à la paix?

Il ne faut pas examiner si la demande de la France est nouvelle, mais si le principe sur lequel elle est fondée est nouveau. Or, ce principe se trouve textuellement dans la proposition de l'agent français, n<sup>o</sup>. 28 : *Si le roi d'Angleterre con-*

*tinue de faire cause commune avec l'empereur, il doit dans ce cas consentir à offrir à la République française, dans une trêve maritime, des avantages égaux à ceux qu'il veut que la République assure à l'Autriche dans l'armistice continental.*

Dans ce principe on voit la réciprocité des obligations ressortir des avantages d'un intérêt commun. L'Angleterre prend-elle intérêt à l'Autriche ? veut-elle procurer à son allié le bienfait d'un armistice continental ? elle peut discuter sur le degré, sur la nature, sur les formes des avantages que la France est en droit de réclamer d'elle ; mais elle ne peut se soustraire à la légitimité de ce droit, qu'en renonçant à la part d'avantages qu'elle veut retirer des concessions faites à son allié.

Les ministres ont feint de croire que la proposition d'une trêve maritime étoit un sujet de discussion tout-à-fait nouveau : mais ils ont bientôt prouvé qu'ils ne croyoient pas que cette discussion fût bien épineuse : car ils ont passé tout-à-coup de l'extrême surprise qu'ils avoient d'abord



affectée , à la facilité de réduire eux-mêmes la proposition en projet , d'en réaliser les clauses dans des articles distincts et extrêmement praticables. Leur contre-projet , il est vrai , étoit illusoire ; mais toute décourageante qu'en étoit l'offre , elle n'a pas été repoussée ; l'agent français a été autorisé à s'en rapprocher , et vers la fin de la négociation , le projet français et le contre-projet anglais avoient infiniment perdu de leur dissemblance.

Dans toutes les discussions , ce période est critique et sert d'épreuve à la bonne foi des parties : c'est aussi celui que les ministres anglais ont choisi pour rompre la négociation. Dans les pièces n.º 39 et 41 , toutes les concessions de l'agent français semblent donner un présage assuré d'un rapprochement prochain , mais dans la pièce qui suit immédiatement , l'agent anglais exprime un refus concis ; et dans la dernière pièce , n.º 47 , il signale d'une manière formelle et définitive , la rupture de la négociation.

Je ne sais pas jusqu'à quel point on peut statuer sur l'exactitude du compte que le

chevalier Hammond a rendu de sa conversation , avec le C.<sup>en</sup> Otto ; mais il paroîtroit , d'après ce compte , que le seul obstacle au rapprochement étoit un intérêt de sentiment qui faisoit désirer à la France la facilité de porter un médiocre renfort et un léger secours d'armes à l'armée d'Egypte.

Quand on connoît la situation tout-à-fait inattaquable de cette armée ; quand on sait combien peu les forces de ses ennemis sont capables de lui nuire , on s'étonne que les ministres anglais , dans la publication qu'ils viennent de faire des pièces de cette négociation , aient assez peu entendu les intérêts de la renommée pacifique qu'ils veulent se donner , pour montrer clairement à toute l'Europe , qu'ils ne vouloient pas négocier , parce qu'ils ne vouloient pas que la France pût porter en Egypte dix mille fusils et douze cents hommes , et qu'ils ont mieux aimé que l'Autriche perdît trois places , et négociât séparément , que de laisser arriver à l'armée française un secours dont il est aujourd'hui démontré qu'elle n'a aucun besoin ,

soit pour repousser l'attaque impuissante des Turcs, soit pour déjouer les intrigues de leur allié.

Tout ce que l'Egypte a fait dire et fait faire au ministère anglais, depuis la fameuse expédition de l'an 6, ne peut se concevoir. Le sujet de la rupture de la convention del Arish se retrouve dans le recueil des pièces authentiques, sans qu'on aperçoive par quel rapport il peut se lier avec l'objet de la négociation. On voit à la suite de la correspondance de Londres, une prétendue correspondance authentique d'Egypte, qui sans doute ne peut jeter aucune lumière sur la discussion d'un armistice de mer. Mais le but de cette insertion est de prouver que la convention n'a pas été rompue par l'Angleterre, et qu'il a été violé par la France. On a de la peine à comprendre comment les ministres du roi d'Angleterre ont pu se flatter qu'ils se disculperaient d'une des plus irrécusables accusations qui aient jamais été portées contre la mauvaise foi d'un Gouvernement.

Dans le cours de la guerre actuelle, et



dans le cours de toutes les guerres, il est arrivé aux Anglais de se trouver souvent, par quelques-unes de ces violations de toutes les lois et de toutes les bienséances, qu'eux seuls se permettent, exposés à la censure, aux reproches, et à l'indignation de tous les peuples. Peut-être est-il dans la nature, quand on est dans une telle position, et qu'on ne peut trouver hors de soi, ni défense ni excuse, de faire face à l'orage, d'affecter autant d'audace qu'on devroit ressentir de honte, de récriminer enfin, et d'ajouter ainsi l'offense des calomnies à celles qu'on ne veut ni réparer ni reconnoître.

Je citerai deux exemples qui, dans ce genre, présentent s'il est possible, un caractère plus décisif d'effronterie politique, que l'accusation reproduite aujourd'hui dans la copie des pièces authentiques.

Toute l'Europe a su l'attentat commis par la marine anglaise sur le pavillon danois, et la protection éclatante que le ministère a osé donner à cette violation des droits de la neutralité. Toute l'Europe a su l'abominable tentative que l'escadre

anglaise a faite sur Cadix , au moment où un fléau destructeur faisoit périr le tiers de la population de cette ville infortunée; et bien , qu'on lise les pièces imprimées , soit en justification , soit en explication de ces actes , dont l'un est réprouvé par les lois de la politique , et l'autre par celles de la morale; on y verra que la France , qui certes n'a rien à faire dans un débat entre une frégate anglaise et une frégate danoise , entre une escadre anglaise et une ville espagnole désolée par la peste , que la France , dis-je , est citée , injuriée , diffamée , par qui ? par des hommes que le droit public , que les droits du genre humain , placent comme accusés , comme convaincus , en présence de l'opinion publique. Ils sont là à la face de l'Europe pour répondre d'une insulte faite au droit des gens , d'un outrage fait à l'humanité , et quand ils devroient s'excuser , ils dénoncent , et quand ils devroient s'humilier , ils invectivent

Nous n'étendrons pas plus loin cette discussion accessoire. Nous l'aurions même crue étrangère à l'objet de cet

avertissement, si elle ne tenoit à des souvenirs très-récens, et à des questions qui peuvent se reproduire. Nous reconnoissons avec plaisir que les formes sous lesquelles le ministère anglais s'est montré dans les pièces que nous traduisons, et dans ses discours au parlement, semblent indiquer qu'il a quelque envie de se rapprocher de ce système de sociabilité politique, qui établit entre les agens publics des nations, des règles de bienséance, et des maximes de droit dont il est aussi mal-habile qu'injuste de s'écarter. Peut-être en viendra-t-il enfin à craindre que le despotisme des mesures n'excite contre sa nation une animosité plus dangereuse, parce qu'elle est plus générale et plus durable, que celle que provoque toujours l'arrogance des procédés.

Nous voyons avec plaisir encore que dans les débats parlementaires, les hommes qui ont conservé quelque indépendance d'esprit, n'ont pas besoin de dire aux ministres que la France existe, qu'elle est une grande et puissante nation; ils paroissent l'avoir senti, et en convenir. La France



de l'an 8 semble avoir dessillé leurs yeux fascinés. Ils ont vu ses armées triompher au-delà des fleuves , au-delà des montagnes , l'Italie reconquise , l'Allemagne redevenue le grenier militaire des troupes républicaines , l'administration française débarrassée de ses entraves , délivrée de ses dilapidateurs , en avant des charges de son service , les factions dissipées , le feu des discordes éteint , tous les cœurs unis , les autorités marchant sans défiance et sans jalousie dans les lignes constitutionnelles , tous les esprits attachés par la confiance à un Gouvernement juste , toutes les voix proclamant la gloire d'un héros que la France honore et chérit , parce que , sensible autant que fière , elle est satisfaite et glorieuse de trouver en lui le magistrat et le guerrier qu'elle peut présenter avec une égale confiance à ses amis et à ses ennemis.

Tels sont les changemens heureux qu'une année de concorde , et de gloire sans mélange , a opérés parmi nous. Les ennemis de la France en ont été frappés , et un des ministres anglais , celui même qui,

qui , l'année dernière , s'étoit si imprudemment et si publiquement abandonné à toutes les inspirations de sa haine contre le Gouvernement français , a reconnu que les événemens de l'an 8 l'avoient détrompé. Les formes de cet aveu tiennent encore , il est vrai , du sentiment de sa malveillance ; mais quand la malveillance s'éclaire et se réduit elle-même à dénaturer les éloges qu'elle est obligée de donner , elle n'est plus qu'une impuisante jalousie.

Nous observerons encore , en finissant , que si les ministres anglais montrent , par quelques formes de leur discours , qu'ils ne sauroient entièrement revenir et se tenir avec constance aux règles universellement admises des bienséances politiques , on peut leur dire qu'ils s'en sont remarquablement écartés , en donnant de la publicité à des pièces diplomatiques , que , dans tous les tems , les Gouvernemens se sont accordés à laisser jusqu'à la paix , sous une sauve-garde inviolable de dignité et de réserve.

Le comité de salut public se permettoit

aussi de tout publier. Mais que ne disent pas alors tous les Gouvernemens de l'Europe? Quene dit pas alors le Gouvernement anglais? et c'est pour cela même que nous croyons pouvoir faire observer que les ministres anglais, par une suite du système de violence dans lequel ils persistent, ne s'aperçoivent pas qu'ils rétrogradent et font rétrograder sans cesse leur pays vers les principes dont, par des causes opposées, la France s'éloigne sans cesse. Ces appels au peuple sur des objets dont le peuple ne veut et ne peut pas décider; ces mesures prohibitives qui surveillent avec tant de sévérité l'introduction en Angleterre des étrangers, de leurs journaux, de leurs pamphlets, cette crainte de donner des sauves gardes et jusqu'à des passeports inutilement demandés depuis quatre mois, pour quelques savans, malades en Egypte, les discussions enfin dans les clubs, dans les séances municipales, dans le parlement même sur le *maximum*, rappellent l'Europe à l'esprit qui régnoit en France, aux années désastreuses dont, parmi nous, le Gouvernement français n'a plus laissé subsister que le souvenir.



Le contraste des principes devient ensuite plus sensible par la différence des résultats. Toute l'Europe croit que la France veut la paix ; toute l'Europe croit que l'Angleterre veut la guerre. La France est unie par la confiance à son Gouvernement ; l'Angleterre est unie à son Gouvernement par la crainte. L'abondance règne en France ; la disette désole l'Angleterre. Enfin un dernier trait plus marquant que tous ceux qui précèdent , c'est que le système monétaire de la France se relève , se ravive progressivement ; tandis que l'argent tous les jours plus rare en Angleterre , tous les jours de plus en plus hors de proportion avec les papiers de crédit , menace le pays le plus riche et le plus industrieux de l'Univers , d'un fléau qui traîne toutes les calamités à sa suite. Tous les canaux de la circulation sont obstrués de papiers. Ce symptôme funeste , dont la réserve même des ennemis de l'administration , sert à faire connoître la gravité , est en soi un mal si effrayant , que l'opposition n'ose en faire un sujet de reproches aux ministres.

Elle craint en les discréditant sur de tels motifs , de répandre par-tout des alarmes trop fondées , de porter un coup mortel à l'industrie , d'ébranler enfin les bases d'un Gouvernement dont elle ne veut que surveiller les écarts et redresser les fautes. Aucune voix en Angleterre ne s'élève pour signaler cet encombrement qui imprime au signe jusqu'à présent le plus respecté des valeurs , le sceau déshonoré de billets non échangeables à vue , aucune voix ne s'élève pour dire que c'est uniquement à cette dépréciation des billets de banque , et non pas à l'insuffisance des récoltes , que la disette doit être attribuée. Mais ce silence véritablement patriotique est un signe d'effroi , en même tems qu'il prouve aux nations étrangères , qu'en Angleterre les ministres du roi sont les seuls hommes qui sacrifient tout à leurs passions , quand ceux qu'ils regardent comme leurs ennemis , et qui ne sont ennemis que de leurs mesures , savent sacrifier leurs passions au bien public.

( 1 )

N.º 1.

Hereford-Street, le 6 fructidor an 8 (24 août 1800.)

MILORD,

Quelque scrupuleux que j'aie été jusqu'à présent, à suivre ponctuellement la marche tracée pour mes communications officielles avec le ministère de S. M. , cependant le secret et la promptitude qu'exigent celles qui forment l'objet de la note ci-jointe, me paroissent justifier une communication plus directe. Je me flatte donc que votre excellence ne désapprouvera pas la démarche que je fais en lui communiquant, sans intermédiaire, les intentions du Gouvernement français, relativement aux ouvertures qui lui ont été faites par M. le baron de Thugut.

Si S. M. accepte les propositions contenues dans la note ci-jointe, je vous prie, Milord, de désigner, le plutôt possible, la personne qui sera chargée de traiter avec moi, et qui, sans doute, sera guidée dans cette importante négociation, par cet esprit de conciliation qui seul peut contribuer au rétablissement de la paix et



( 2 )

de la bonne intelligence entre les deux Gouvernemens.

J'ai l'honneur d'être avec la plus affectueuse considération , de votre excellence , le très-humble et obéissant serviteur.

*Signé* OTTO.

N.º 2.

PROJET DE NOTE.

**S**A Majesté Impériale ayant fait communiquer au Gouvernement de la République française une note de lord Minto, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. Britannique près la cour de Vienne, de laquelle note il résulte que le désir de S. M. britannique seroit de voir terminer la guerre qui divise la France et l'Angleterre; le soussigné est spécialement autorisé à demander au ministre de S. M. des éclaircissemens ultérieurs sur la proposition transmise par la cour de Vienne; et attendu qu'il paroît impossible que dans le moment où l'Autriche et l'Angleterre prendroient une part commune aux négociations, la France se trouvât en suspension d'armes avec l'Autriche, et en continuation de guerre avec l'Angleterre, le soussigné est pareillement autorisé à proposer qu'un armistice général soit conclu

( 3 )

entre les armées et les flottes des deux Etats, en prenant, à l'égard des places assiégées ou bloquées, des mesures analogues à celles qui ont eu lieu en Allemagne, par rapport aux places d'Ulm, d'Ingolstadt et de Philisbourg.

Le soussigné a reçu de son Gouvernement les pouvoirs nécessaires pour négocier et conclure cet armistice général. Il prie son excellence, milord Grenville, de mettre cette note sous les yeux de S. M., etc.

*Signé* OTTO.

N.<sup>o</sup> 3.

Downing Street, 26 août 1800.

MONSIEUR,

JE vous recommande de voir M. Otto le plutôt que vous pourrez, et de lui demander de ma part s'il y a empêchement à ce qu'il vous remette, cachetés à mon adresse, les papiers dont sa dernière dépêche fait mention, cette réunion devant hâter la réponse qu'il attend.

Vous lui donnerez en même tems avis que vous n'êtes pas informé des particularités de cette dépêche, non plus que de son objet, et que vous avez été chargé de faire cette demande, afin d'éviter qu'elle attirât l'attention.

*Signé* GRENVILLE.

Commissaire GEORGE.

( 4 )

N.º 4.

PLEINS POUVOIRS DE M. OTTO.

BONAPARTE, premier consul de la République française, en vertu du 41.º article de la constitution, donne au C.<sup>en</sup> Otto, commissaire du Gouvernement pour l'échange des prisonniers en Angleterre, pouvoir de proposer, consentir et signer, conformément à ses instructions, un armistice entre la République française et S. M. le roi de la Grande Bretagne.

*Signé* BONAPARTE.

Pour le premier Consul,

*Le secrétaire d'Etat*, HUGUES B. MARET.

Donné à Paris, au palais du gouvernement,

le 2 fructidor an 8 de la Rép. franç.

N.º 5.

Downing Street, 28 août 1800.

MONSIEUR,

J'AI ordre du roi de vous recommander de voir M. Otto aussitôt que vous pourrez après la réception de cette lettre, et de lui remettre l'original du papier qu'il vous a délivré mardi dernier.

En le remerciant de son attention dans cette



occasion , vous l'informerez que le papier que j'ai désiré voir n'étoit pas celui-ci ; que c'étoit la note de lord Minto , relatée dans celle que M. Otto m'a adressée le 24 courant , par ordre de son Gouvernement ; mais que pendant que vous étiez avec M. Otto , je recevois , par un courrier de Vienne , la copie de la note de lord Minto , avec celle écrite sur le même sujet par M. de Thugut à M. Talleyrand.

Je joins ici , pour votre instruction , une copie de la première et un extrait de la dernière de ces notes , que vous me rendrez après avoir vu M. Otto. Je vous les communique afin de vous mettre à portée de vous entretenir de leur contenu avec M. Otto , en suivant les instructions contenues dans la minute ci-jointe , que vous pouvez , dans le cours de la conversation , lui montrer , comme renfermant la substance de ce que vous êtes chargé de lui communiquer.

Vous vous renfermerez soigneusement , en conversant avec lui , dans les bornes qui y sont tracées , et vous me ferez parvenir , le plutôt possible , une minute écrite de ce qui se sera passé à ce sujet entre vous et M. Otto.

*Signé* GRENVILLE.

Commissaire GEORGE.

( 6 )

N.º 6.

## MINUTE

*Des instructions données au capitaine George.*

28 aout 1800.

1º. Déclarer que la note présentée à Vienne par lord Minto , contient les expressions des sentimens de S. M. , et que le roi est prêt à agir conformément.

2º. S'informer s'il a été fait une réponse par le Gouvernement français , à la proposition contenue dans la lettre de M. de Thugut à M. Talleyrand , relativement au choix du lieu pour la réunion des plénipotentiaires qui doivent poursuivre la négociation entamée ; ou si M. Otto est autorisé à convenir de ce point avec le Gouvernement , conformément à la suggestion contenue dans la lettre de M. de Thugut.

3º. Exprimer , dans ce cas , que toute place nommée par M. de Thugut conviendra à S. M. , et qu'il sera envoyé une personne , au nom du roi , pour se joindre aux plénipotentiaires d'Autriche et de France , pourvu que le Gouvernement français veuille s'engager à laisser la liberté d'une communication directe , par courrier , avec le lieu des négociations.

4º. Que , quant à la proposition d'un armis-

tice, le roi verroit avec grande satisfaction le moment où il pourroit convenablement adopter une mesure dont l'effet fût de faire cesser, au moins pour un tems, les malheurs de la guerre; mais qu'un armistice, applicable aux opérations navales, n'a jamais été conclu entre la Grande-Bretagne et la France, pendant le cours des négociations pour la paix, ou même la signature des préliminaires : que d'ailleurs cela ne peut pas être regardé comme une mesure nécessaire à la négociation, et que les différends inévitables auxquels on doit s'attendre qu'il donneroit lieu, tendroit à entraver plutôt qu'à faciliter le succès des efforts que les deux parties feroient pour le rétablissement de la paix : que les chances d'une guerre maritime ne sont évidemment pas telles qu'elles puissent admettre des arrangemens de cette nature, que l'on fait aisément quand il s'agit d'opérations militaires, quand on les suspend par une telle convention : que d'ailleurs, à tous événemens il paroît prématuré de discuter sur ce point, jusqu'à ce que, par le cours des négociations, on puisse voir plus clairement à quel point on peut en espérer une issue satisfaisante : et qu'on ne peut prendre dans aucun cas de décision sur un tel sujet, à moins que le Gouvernement français n'explique préalablement de quelle manière il entend que les principes



adoptés dans l'armistice avec l'Allemagne, relativement aux places bloquées, peuvent être appliqués aux ports et arsenaux de France, afin de mettre de bonne foi à exécution pour ce qui concerne les forces maritimes, les objets qui, dans ces stipulations, sont relatifs aux positions militaires occupées par les deux armées.

N.º 7.

Parkplace, 29 août 1800.

MILORD,

POUR obéir aux ordres de S. M., qui m'ont été communiqués par votre seigneurie dans vos lettres d'hier, j'ai vu M. Otto, et j'ai eu avec lui une conversation au sujet des papiers qui m'ont été déliivrés par votre seigneurie. Je l'ai remercié de l'obligeance qu'il a mise à satisfaire au désir de votre seigneurie, en communiquant le papier que vous vouliez voir, qu'il croyoit être celui que j'ai eu l'honneur de vous remettre ; et il paroît très-sensible à l'attention qu'on lui a montrée dans cette occasion.

Je lui déclarai :

1.º Que la note présentée à Vienne par lord Minto, contient les expressions du sentiment de S. M., et que le roi est prêt à agir en conséquence ;

2.° Je demandai s'il avoit été fait une réponse du Gouvernement français à la proposition contenue dans la lettre de M. de Thugut à M. Talleyrand, relativement au choix d'un lieu pour la réunion des plénipotentiaires, pour suivre conjointement les négociations, et je fus informé par lui, que le lieu de la réunion étoit fixé à Lunéville ;

3.° J'annonçai à M. Otto que chacune des places désignées par M. de Thugut conviendrait à S. M., et qu'il y seroit envoyé, de sa part, une personne pour se joindre aux plénipotentiaires d'Autriche et de France, pourvu que le Gouvernement consentît à laisser libre la communication directe par courrier avec cette place ; ce qu'il promet de communiquer incessamment par un courrier au Gouvernement français ;

4.° Pareillement j'instruisis M. Otto des raisons particulières qui empêchent S. M. de consentir à un armistice général avant la signature des préliminaires, et qui étoient bien détaillées dans la minute que j'ai eu l'honneur de recevoir de votre seigneurie ; il me répondit qu'il avoit tout lieu de croire, et qu'il étoit personnellement convaincu que la prolongation de l'armistice d'Allemagne dépendroit de la conclusion de l'armistice avec l'Angleterre, les avantages du dernier étant considérés comme un

équivalent des désavantages évidens de celui d'Allemagne. Il observe que les réglemens contenus dans l'armistice d'Allemagne, ne s'étendent point aux places qui ne sont point bloquées ou attaquées par les Français ; et que, jugeant donc par analogie, les seules places actuellement bloquées par les forces anglaises, pourroient être comprises dans l'armistice proposé ; qu'en conséquence Belle-Ile, Malte et Alexandrie pourroient être mises sur le même pied que Ulm, Philisbourg et Ingolstadt.

M. Otto a été chargé de demander une réponse à la proposition d'un armistice général, avant le 3 septembre, ce qui lui fait conclure que les hostilités peuvent recommencer à cette époque, si l'armistice est positivement refusé de la part de S. M. ; il observa en outre que, tant que les hostilités continueroient sur le continent, il ne pourroit y avoir de base solide pour établir la négociation, chaque changement de l'un ou l'autre côté pouvant occasionner un nouveau sujet de discussion.

M. Otto remarque de plus que, si un armistice général étoit conclu, il est autorisé à donner toutes les sûretés jugées nécessaires pour le commerce de la Grande-Bretagne : et que la grande importance du sujet l'oblige de s'informer s'il doit attendre une réponse écrite au sujet d'un armistice général, ou s'il doit considé-



( 11 )

rer la présente communication verbale comme un refus définitif.

J'ai l'honneur d'être, etc.

*Signé* A. GEORGE.

L'honorable lord GRENVILLE.

N.º 8.

Downing-Street, 29 août 1800.

**M**ONSIEUR,

COMME M. Otto vous a exprimé le désir de recevoir, par écrit, la réponse du Gouvernement du roi à sa note, je vous transmets l'incluse que vous voudrez bien lui communiquer.

Je suis, etc.,

*Signé* GRENVILLE.

Commissaire GEORGE.

N.º 9.

Downing-Street, 29 août 1800.

**M**ONSIEUR,

JE joins ici, par ordre du roi, la réponse que S. M. a jugé à propos que je fisse aux différents points renfermés dans la lettre que j'ai eu l'honneur de recevoir de vous.

Le mode que vous avez adopté pour la communication de cette pièce a été très-satisfaisant

pour le Gouvernement de S. M. ; mais comme M. George ( président du transport office ) a par sa situation *la facilité de vous voir sans être observé*, je vous prierois de me transmettre, par son canal, toute communication ultérieure dont vous pourriez être chargé par votre Gouvernement concernant l'affaire dont il s'agit.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé GRENVILLE.

N.º 10.

Downing-Street, 29 août 1800.

N O T E.

M. Otto ayant informé le Gouvernement de S. M. que , la proposition faite par la cour de Vienne de fixer à Lunéville les conférences pour la négociation proposée touchant une paix générale, avoit été accueillie par le Gouvernement français, il ne s'agit plus aujourd'hui que d'exprimer l'adhésion de S. M. à cette proposition, et de déclarer, en conséquence, qu'une personne dûement autorisée sera envoyée à Lunéville par ordre de S. M., pour se réunir aux plénipotentiaires de l'Autriche et de la France, aussitôt que les passe-ports, pour un pareil ministre et sa suite, auront été reçus; pourvu que le Gouvernement français

soit disposé à prendre les engagements nécessaires pour que le plénipotentiaire de S. M. soit en pleine liberté de communiquer sans gêne, et de la manière usitée par courrier, avec son pays et avec les contrées appartenantes aux alliés de S. M.

Quant à la proposition d'un armistice général par mer et par terre, entre la Grande-Bretagne et la France, le roi verroit avec une grande satisfaction le moment où il pourroit adopter convenablement toute mesure dont l'effet immédiat seroit de mettre un terme, au moins pour quelque tems, aux calamités de la guerre. Mais un armistice adapté aux opérations navales n'a encore, dans aucun cas, été conclu entre la Grande-Bretagne et la France, dans le cours de leurs négociations pour la paix, ou avant la signature effective des préliminaires;

En conséquence, une pareille démarche ne sauroit être considérée comme nécessaire aux négociations, et d'après les disputes qui s'élèveroient inévitablement sur son exécution, il y auroit tout lieu de craindre qu'il ne servît plutôt à obstruer qu'à faciliter le succès des efforts que les deux parties pourroient faire pour le rétablissement de la paix. Au surplus, il faut considérer que les circonstances qui accompagnent une guerre navale, ne sont évidem-



ment pas de nature à admettre ces arrangemens balancés, qui sont si aisément établis à l'égard des opérations militaires, lorsque ces dernières se trouvent suspendues par une convention.

Il paroît donc, à tout événement, prématuré d'entrer même en discussion sur cette question, jusqu'à ce que, par le cours des négociations, il paroisse plus clairement si l'on peut en attendre un résultat satisfaisant. Mais dans tout état de cause, aucune décision ne pourroit être prise ici à cet égard, à moins que le Gouvernement français n'ait expliqué provisoirement de quelle manière il conçoit que, les principes des réglemens adoptés dans l'armistice allemand à l'égard des villes bloquées, sont applicables aux ports et arsenaux maritimes de la France et de ses alliés actuellement bloqués par les escadres de S. M., de manière à mettre à exécution de bonne foi, relativement aux forces maritimes respectives, des stipulations analogues à celles qui ont été faites à l'égard des positions militaires occupées par les armées en Allemagne et en Italie.

*Signé* GRENVILLE.

( 15 )

N.º 11.

Londres, 12 fructidor an 8, (30 août 1800).

MILORD,

J'AI reçu hier au soir la lettre et la note que votre excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, et je me suis empressé de les envoyer sur-le-champ à Douvres par un courrier extraordinaire.

Je ne puis qu'être très-flatté de l'approbation que le Gouvernement de S. M. a bien voulu donner au mode que j'avois adopté pour mes communications politiques. Celui que votre excellence me propose a le double avantage de la célérité et du secret, et je le suivrais toutes les fois que les ordres de mon Gouvernement me mettront dans le cas d'en profiter.

J'ai l'honneur, etc. ; pour copie,

*Signé* OTTO.

N.º 12.

Hereford - Street, le 12 fructidor an 8, (30 août 1800).

N O T E.

SON excellence milord Grenville ayant bien voulu informer le soussigné de l'intention de S. M. d'envoyer un plénipotentiaire à Luné-

ville , pour prendre part aux négociations qui y seront entamées aussitôt que les passe-ports nécessaires auront été expédiés, et que le Gouvernement français aura donné l'assurance d'une correspondance libre de ce plénipotentiaire avec sa cour et avec les pays appartenans aux alliés de S. M. ; le soussigné a expédié sur-le-champ un courrier extraordinaire pour communiquer ces dispositions à son Gouvernement.

Les sentimens de conciliation et d'humanité qui ont influé sur cette décision du cabinet, sont un heureux présage au rétablissement de la bonne harmonie entre deux pays qui par le génie , les talens et l'industrie de leurs peuples, sont si fortement portés à chérir les arts de la paix et les jouissances qu'elle procure. C'est pour atteindre plus promptement ce but ardemment désiré par l'Europe entière , que le soussigné avoit été chargé de soumettre, au Gouvernement britannique, le projet d'une trêve maritime ; mais les ministres de S. M. ayant jugé qu'il seroit *prématuré d'entrer même en discussion sur cet objet*, il doit respecter les motifs qui leur paroissent militer contre une pareille négociation, quoiqu'il ait eu tout lieu d'espérer que l'adhésion de S. M. à cette proposition auroit pu devenir le gage de la continuation des deux armistices conclus en Allemagne



magne et en Italie , le Gouvernement français ne pouvant consentir long-tems à sacrifier les avantages que lui donne sa position militaire sur le continent , sans être assuré d'un sacrifice équivalent de la part de la Grande-Bretagne.

Si par la force impérieuse des circonstances , le résultat des négociations de Lunéville étoit soumis aux nouvelles chances de la guerre , il est à présumer que les instructions et délibérations respectives n'auroient plus pour base un état de choses connu et apprécié de toutes parts , et que les dispositions pacifiques manifestées par les puissances belligérantes , ne produiroient par des effets aussi prompts et aussi salutaires , qu'on auroit pu en espérer d'une trêve générale.

Les appréhensions du soussigné touchant le renouvellement probable des hostilités en Allemagne et en Italie , nonobstant les négociations , qui de concert avec S. M. , seront entamées à Lunéville , semblent être confirmées par l'ordre qu'il a reçu de solliciter une réponse avant le 3 septembre.

Pour copie ,

Signé O T T O.

( 18 )

N.º 13.

Downing-Street , 2 septembre 1806.

M O N S I E U R ,

J E désire que vous informiez M. Otto, qu'il a plu au roi de faire choix de M. Grenville, pour représenter S. M. à Lunéville, et de M. Garlike, maintenant secrétaire de la légation de S. M. à Berlin, pour remplir les fonctions de secrétaire auprès de M. Grenville. Il sera donc nécessaire que le Gouvernement français délivre à M. Garlike un passe-port séparé, pour se rendre directement de Berlin à Lunéville. Vous ajouterez que ce seroit une chose convenable au Gouvernement de S. M., et principalement à M. Garlike, que ce passe-port au lieu d'être envoyé par Londres, fût directement transmis par le ministre français à Berlin, au comte de Carysfort, ministre de S. M. à cette cour.

Je désire que vous fassiez observer à M. Otto; qu'il est d'usage à l'ouverture de négociations pour la paix, de s'entendre, pour que les ministres respectifs arrivent à-peu-près en même tems au lieu des négociations; et comme une communication sur ce point parviendroit beaucoup plutôt de Paris que de Vienne, le Gouvernement de S. M. désireroit être informé,

( 19 )

par votre moyen, de l'époque fixée pour l'arrivée des plénipotentiaires autrichiens et français à Lunéville, afin que de la part de S. M. il n'y ait aucun retard à l'ouverture de la négociation.

Je suis, etc.

*Signé* GRENVILLE.

Au capitaine GEORGE.

N.º 14.

Hereford - Street, 17 fructidor, ( 4 septembre 1800 ).

MILORD,

M. George n'étant pas revenu, de Margate où il a accompagné sa famille, j'espère que votre excellence ne trouvera pas mauvais que je lui transmette directement les importantes communications que j'ai reçues ce matin par un courrier extraordinaire. J'ajouterai que si S. M. consent à l'armistice proposé, je suis chargé de donner le passe-port, et de donner toutes les sûretés demandées pour le plénipotentiaire qui sera désigné.

J'ai l'honneur d'être avec la plus haute considération, etc.

*Signé* OTTO.

L'honorable lord GRENVILLE.



## PROJET DE NOTE.

LE soussigné ayant communiqué à son Gouvernement la note en date du 29 août que son excellence, lord Grenville, lui a fait remettre, est chargé de lui présenter les observations suivantes :

Des préliminaires de paix avoient été conclus et signés entre S. M. I. et la République française. L'intervention de lord Minto qui a demandé que sa cour fût admise dans les négociations, a empêché la ratification de S. M. I. ; la suspension d'armes qui n'avoit eu lieu sur le continent, que dans l'espoir d'une prompte paix entre l'Empereur et la République, devra donc cesser, et cessera en effet au 24 fructidor, puisque la République n'avoit sacrifié qu'à cette espérance de paix immédiate, les immenses avantages que lui a donnés la victoire.

L'intervention de l'Angleterre complique tellement la question de la paix avec l'Autriche, qu'il est impossible au Gouvernement français de prolonger plus long-tems l'armistice sur le continent, à moins que S. M. Britannique ne le rende commun entre les trois puissances. Si donc le cabinet de St.-James veut continuer de faire cause commune avec l'Autriche, et si

son désir d'intervenir dans la négociation est sincère, S. M. Britannique n'hésitera point à adopter l'armistice proposé.

Mais si cet armistice n'est point conclu avant le 24 fructidor, les hostilités auront été reprises avec l'Autriche, et le premier Consul ne pourra plus consentir à l'égard de cette puissance, qu'à une paix séparée et complète.

Pour satisfaire aux explications demandées relativement à l'armistice, le soussigné est chargé de faire connoître à son excellence, que les places qu'on voudroit assimiler à celles d'Allemagne, sont Malte et les villes maritimes d'Égypte.

S'il est vrai qu'une longue suspension d'armes entre la France et l'Angleterre pourroit paroître défavorable à S. M. Britannique, il ne l'est pas moins qu'un armistice prolongé sur le continent est essentiellement désavantageux à la République française ; de sorte qu'en même tems que l'armistice maritime seroit pour le Gouvernement français une garantie du zèle que mettroit l'Angleterre à concourir au rétablissement de la paix, l'armistice continental en seroit une pour le Gouvernement britannique de la sincérité des efforts de la France ; et comme la position de l'Autriche ne lui permettroit plus alors de ne pas rechercher une prompte conclusion, les trois puissances au-

roient dans leurs intérêts propres, des raisons déterminantes pour consentir sans délai aux sacrifices qui peuvent être réciproquement nécessaires pour opérer la prochaine conclusion d'une paix générale et solide, telle qu'elle est le vœu et l'espoir du monde entier.

N.º 16.

Downing-Street, 4 septembre 1800.

**M.**

COMME il paroît, par une note de M. Otto de ce jour, que le Gouvernement français est déterminé à faire dépendre la continuation de l'armistice entre l'Autriche et la France, et le commencement des négociations pour la paix de la conclusion d'un armistice avec l'Angleterre, on juge à propos ( afin de prendre cette dernière décision sur une question si importante et de si grande conséquence, avec la pleine connoissance de toutes les considérations qui doivent la déterminer ), que vous voyez M. Otto, et que vous sachiez de lui si (comme sa note du 30 dernier paroît l'assurer), il est muni d'un projet de traite pour une trêve maritime; et dans ce cas, s'il veut vous le communiquer pour le faire connoître au Gouvernement de S. M.



( 23 )

Vous saurez de plus s'il a les instructions et les pouvoirs nécessaires pour comprendre dans ce traité les alliés de S. M.

Et enfin, si son projet ne contiendrait pas d'article applicable à la question de faire prendre une autre station, soit en Europe, soit hors d'Europe, aux vaisseaux français et espagnols maintenant à Brest : vous saurez si M. Otto est autorisé à entrer en négociation à l'effet d'insérer des stipulations à ce sujet, dans le traité de cette nature que son Gouvernement a proposé.

Je suis, etc.

*Signé* GRENVILLE.

EVAN NEPEAN, écuyer.

N.º 17.

Londres, 4 septembre 1800.

MILORD,

DEPUIS que j'ai eu l'honneur de communiquer à votre seigneurie la conversation qui a eu lieu entre moi et M. Otto, au sujet de la proposition d'un armistice naval, et qu'il a exprimé sa disposition à me communiquer la copie du projet, j'ai reçu de lui la note ci-jointe, qui renferme le projet en question.

J'ai l'honneur d'être, etc.

*Signé* EVAN NEPEAN.

LORD GRENVILLE.

PROJET.

ARTICLE I.<sup>er</sup>

**IL** y aura une suspension d'hostilités entre les flottes et armées de la République française et celles de la Grande Bretagne.

I I.

**LES** vaisseaux de guerre et les vaisseaux marchands des deux nations jouiront d'une libre navigation, sans être sujets à aucune visite, et observeront l'usage établi avant la guerre.

I I I.

**Tous** vaisseaux, de chacune des nations, capturés après le fructidor, seront rendus.

I V.

**LES** places de Malte, Alexandrie, Belle-Ile, seront assimilées aux places d'Ulm, Philisbourg, Ingelstadt; c'est-à-dire, tous vaisseaux neutres ou français auront la libre permission d'y entrer pour les approvisionnemens.

V.

**LES** escadres qui bloquent Brest, Toulon, Flessingues, Cadix, retourneront dans leurs ports, ou au moins s'éloigneront de la vue de la côte.

## V I.

TROIS officiers anglais seront dépêchés, l'un directement à l'amiral commandant dans la Méditerranée, un autre au commandant de l'escadre devant Malte, le troisième au commandant du blocus d'Alexandrie, pour leur notifier le présent armistice, et leur porter l'ordre de s'y conformer. Lesdits officiers passeront par la France, afin d'arriver le plus promptement à leur destination.

## V I I.

S. M. catholique, la République batave et la République ligurienne, sont comprises dans le présent armistice.

N.º 19.

## NOTE DE LORD GRENVILLE.

L'UNIQUE motif qui puisse engager cette cour à entamer la discussion d'une proposition si extraordinaire et si désavantageuse aux intérêts de la Grande-Bretagne, que celle d'une trêve maritime, préalablement aux négociations, est le désir de contribuer à faciliter la conclusion d'une paix générale; et la rupture de l'armistice sur le continent par le Gouvernement français, feront évanouir toute disposition pour une pareille mesure de la part de l'Angleterre.

La nécessité de prendre les ordres du roi sur



le projet communiqué par M. Otto , empêche le soussigné d'envoyer une réponse avant dimanche prochain. M. Otto déterminera en conséquence s'il ne seroit pas à propos d'écrire de suite à son Gouvernement , pour observer que si la France a proposé un armistice avec la Grande-Bretagne , dans l'intention d'acheminer une négociation générale et la paix , ce but ne sauroit être rempli , à moins que l'armistice continental ne fût au moins prolongé suffisamment pour donner ici le tems de répondre aux propositions.

*Signé* GRENVILLE.

Pour traduction ,

*Signé* OTTO.

Downing - Street , 5 septembre 1800.

N.º 20

Jeudi soir , 4 septembre 1800.

LE C.<sup>en</sup> Otto fait ses complimens à M. Nepean et lui envoie , comme il l'a désiré , un projet de traité proposé par son Gouvernement.

Londres, 5 septembre 1800, ( 18 fructidor an 8 ).

MONSIEUR,

J'AI reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, pour m'informer que S. M. a jugé convenable de nommer M. Grenville pour prendre part aux négociations éventuelles de Lunéville. Ce choix ne peut manquer d'être agréable au Gouvernement français : dès que le résultat des communications actuelles aura rendu le voyage de M. Grenville nécessaire, je lui expédierai les passe-ports qui m'ont été demandés; et je suis autorisé à donner, au nom de mon Gouvernement, toute garantie à M. Grenville, pour la célérité et l'inviolabilité de sa correspondance.

Quant à M. Garlike, il seroit très-facile de lui envoyer son passe - port directement à Berlin, et je le demanderai à mon Gouvernement.

L'arrangement à prendre dans le cas d'un congrès éventuel, pour que les ministres puissent arriver en même tems au lieu où doivent se tenir les conférences, est tellement semblable à ce qui se passe en de pareilles circonstances, qu'il ne peut être négligé. La proximité de Paris me mettra à même de donner au Gou-

vernement britannique toutes les informations qu'il désirera sur cet objet , beaucoup plus promptement qu'il ne pourroit les recevoir de Vienne.

J'ai l'honneur d'être, etc.

*Signé* OTTO.

N.º 22.

Rue d'Herefort , 19 fructidor an 8 , ( 6 septembre 1800 ).

**L**E soussigné reçut hier à 4 heures après-midi, la note que S. E. lord Grenville lui a fait l'honneur de lui envoyer. Elle lui a paru d'une telle importance, qu'il l'a sur-le-champ fait passer à son Gouvernement par un courrier extraordinaire. J'espère qu'elle arrivera assez tôt pour produire l'effet qu'en attend son excellence, et si elle contribue à prolonger de quelques jours l'armistice continental, il se félicitera beaucoup d'y avoir coopéré.

Il prie son excellence d'accepter l'hommage de sa respectueuse considération.

*Signé* OTTO.



( 29 )

N.º 23.

Downing-Street, 7 septembre 1800.

N O T E.

**L**ORD Grenville présente ses complimens à M. Otto, et lui envoie la réponse officielle à ses dernières ouvertures au sujet d'un armistice, avec le contre-projet.

Il prie M. Otto d'accepter l'assurance de sa haute considération.

N.º. 24.

Downing-Street, 7 septembre 1800.

N O T E.

**L**E soussigné a eu l'honneur de mettre sous les yeux du roi la réponse officielle du Gouvernement français qu'il a reçue de M. Otto le 4 de ce mois, de même que le projet d'armistice communiqué le même jour.

L'esprit de cette réponse est malheureusement peu analogue aux apparences des dispositions conciliatoires qui avoient été manifestées auparavant. S'il est réellement possible dans l'état actuel des choses, de rétablir la tranquillité permanente de l'Europe, ce but doit être atteint par des voies bien différentes de celles d'une controverse que cette pièce est dans le cas de faire naître.

Une réponse cependant aux assertions qui y sont avancées, est indispensablement nécessaire pour empêcher que par notre silence elles ne soient regardées comme admises.

Les articles qu'un officier autrichien dépourvu de toute commission, a été persuadé de signer à Paris, paroissent en effet à S. M. peu propres à terminer les calamités de l'Europe. Mais quel qu'ait été le but des conditions que le Gouvernement français y a stipulées, il ne peut y avoir aucun prétexte de les représenter comme des préliminaires conclus par l'Autriche ou annulés par l'intervention de S. M.

Les engagements par lesquels les cours de Londres et de Vienne sont convenues de ne traiter que de concert, ont été pris avant qu'il fût question de ces prétendus préliminaires de paix, et la première nouvelle que S. M. a reçue de leur signature, étoit accompagnée d'une déclaration expresse de son allié, qu'ils avoient été signés sans autorité, et qu'ils doivent être considérés comme absolument nuls.

En effet, le Gouvernement français ne pouvoit s'attendre à une autre détermination de la part de S. M. I. Le défaut de tout pouvoir et instruction pour un pareil traité de la part de l'officier autrichien, a été distinctement notifié par cet officier à ceux qui ont traité avec

lui : et ce défaut d'instructions est même mentionné sur la pièce qu'il a signée.

Il n'y a donc rien de plus à dire à l'égard de la demande supposée de S. M. , d'être admise à ces négociations. Sa note présentée au baron de Thugut par lord Minto, exprime suffisamment la part que S. M. est réellement disposée à prendre à toute négociation qui pourra être régulièrement entamée pour une paix générale. Le roi a toujours été persuadé que le résultat d'une pareille négociation peut seul rétablir efficacement la tranquillité de l'Europe. L'expérience a confirmé cette opinion , et c'est uniquement d'après la conviction de sa vérité, que S. M. est disposée aujourd'hui à passer par-dessus les grandes objections qu'elle a faites à la première proposition d'un armistice naval et à discuter les conditions sur lesquelles il peut être établi.

S. M. jugeant d'après l'expérience des négociations antérieures, ne pense, en aucune manière, qu'un pareil armistice puisse acheminer ou faciliter un arrangement portant sur les intérêts directs de la Grande-Bretagne et de la France. Elle ne peut le regarder autrement que comme un avantage temporaire qu'on lui propose d'accorder à son ennemi, afin d'empêcher le renouvellement des hostilités continentales, et de contribuer par-là à la conclusion



d'une paix générale. D'après cette considération, nonobstant les inconvéniens nombreux qui doivent résulter de cette mesure pour ce pays-ci, elle est résolue de donner à ses alliés et à toute l'Europe ce nouveau gage des sentimens qui l'animent, pourvu que ses ennemis soient disposés à régler les conditions d'un pareil armistice (autant que la nature des choses peut l'admettre) conformément aux principes évidens et ordinaires de ces conventions.

Ces principes sont; que la position respective des parties contractantes restent, pendant la continuation de l'armistice, telle qu'elle étoit lors de son commencement, et qu'aucune des puissances ne puisse, au moyen de la trêve, acquérir de nouveaux avantages ou de nouveaux moyens pour inquiéter son ennemi. On a déjà observé dans une note précédente, combien il est difficile d'atteindre ce but avec la même précision dans le cas des opérations navales que dans celui des opérations de terre; et, sous ce rapport, il reste toujours une principale objection contre toute la mesure. Mais le projet français loin de diminuer ces difficultés, s'écarte complètement et dans chaque article du principe essentiel expressément reconnu et scrupuleusement maintenu dans l'armistice continental, qui cependant est cité comme devant servir de base et de modèle à cette convention. Il y

est

est proposé en effet que le blocus des ports et arsenaux des ennemis du roi soit levé. --- Qu'ils soient en pleine liberté de faire passer leurs vaisseaux à d'autres stations, de diviser ou de réunir leurs forces comme ils le jugeront plus avantageux à leurs plans futurs. --- L'importation des provisions et munitions navales doit être entièrement libre. --- Même Malte et les ports d'Égypte, quoique expressément représentés comme bloqués dans ce moment-ci, doivent être librement approvisionnés et pour un tems illimité, ce qui est en pleine contradiction avec les stipulations de l'armistice allemand, concernant Ulm et Ingoldstadt auxquelles places cependant on prétend vouloir les assimiler. --- On pense de plus que ce Gouvernement se liera envers les alliés de la France avant que ces alliés aient pu prendre d'engagement réciproque, et en même tems il n'est fait aucune mention des alliés du roi.

Il est impossible de s'attendre qu'aucun motif puisse induire le roi à accéder à des propositions si manifestement contraires aux principes de justice et de réciprocité, et si préjudiciables, non-seulement aux intérêts de S. M., mais à ceux de ses alliés.

Le contre-projet que le soussigné a l'honneur de transmettre à M. Otto, renferme des stipulations qui, sous ce rapport, sont plus ana-

logues à ces principes d'égalité d'après lesquels S. M. peut seul consentir à traiter. --- Même ces stipulations sont en plusieurs points importants et particulièrement en ce qui concerne la position actuelle des escadres de S. M., très-éloignées de ce que S. M. auroit pu justement demander en se fondant sur ce principe général ci-dessus mentionné, analogue aux conditions de l'armistice continental. On se repose en même tems avec confiance sur la bonne foi de l'ennemi, quelque difficile qu'il soit d'y compter quand il s'agit de convention entre deux puissances belligérantes, et S. M. aime à croire que cette confiance ne sera pas déplacée en cette occasion.

Si M. Otto a les pouvoirs nécessaires pour accéder à ces stipulations, une personne convenable sera immédiatement autorisée à les signer au nom de S. M. --- Dans le cas contraire, il est prié de les communiquer sans délai à son Gouvernement.

*Signé* GRENVILLE.

Pour traduction conforme,

*Signé* OTTO.



## C O N T R E - P R O J E T.

A T T E N D U qu'il est convenu que des négociations pour une paix générale seront immédiatement entamées entre l'Empereur d'Allemagne, S. M. britannique et la République française, et qu'un armistice a déjà été conclu entre les armées de S. M. britannique et celles de la République française aux conditions suivantes :

A R T I C L E I.<sup>er</sup>

Toutes hostilités par mer et par terre cesseront entre les forces des deux parties contractantes, seront suspendues et ne seront renouvelées qu'après une notification préalable de quinze jours avant la fin de l'armistice. Cette notification, en tant qu'elle se rapporte à la partie de l'Europe qui est au nord du cap St. Vincent, sera faite par l'un des deux Gouvernemens à l'autre, et elle datera du jour auquel elle aura été reçue par le Gouvernement à qui elle aura été faite. Dans la Méditerranée ou dans d'autres parties du monde, la notification sera faite par les commandans respectifs. Mais, en cas de renouvellement d'hostilités entre l'Autriche et la France, l'armistice entre la Grande - Bretagne et la France *sera également*

*considéré comme terminé* aussitôt que le renouvellement des hostilités sera connu des commandans britanniques ; *à l'exception seulement de ce qui est relatif aux prises de bâtimens marchands*, ce point devant être réglé par le 3.<sup>e</sup> article de cette convention.

#### ART. II.

Il sera immédiatement envoyé par les deux Gouvernemens des ordres aux officiers commandans dans les différentes parties du monde, pour qu'ils se conforment à cette convention. On donnera des passe-ports aux avisos qui porteront ces ordres, et les officiers de S. M. Britannique qui traverseront la France pour cet objet, recevront les sauf-conduits et les facilités nécessaires pour accélérer leur voyage.

#### ART. III.

Toutes les prises faites dans quelque partie du monde pendant la durée de l'armistice par un officier ayant actuellement reçu la notification de cette convention, seront restituées. Et en général ( que cette notification eût été faite ou non ), toutes les prises faites dans la Manche ou dans les mers du Nord après douze jours, à compter de l'échange des ratifications de cette convention, seront rendues : et à cet égard les termes seront fixés pour les autres parties du

monde, conformément aux stipulations du 22.<sup>e</sup> article des préliminaires de la dernière paix.

#### A R T. I V.

Malte et les villes maritimes d'Égypte seront mises sur le même pied que les places qui, quoique comprises dans la démarcation de l'armée française en Allemagne, sont occupées par les troupes autrichiennes. En conséquence rien n'y sera admis par mer, qui puisse leur donner de nouveaux moyens de défense, et elles n'y recevront des provisions *que pour quatorze jours à-la-fois*, à proportion de leur consommation, suivant l'évaluation qui sera faite par des commissaires nommés pour cet effet, qui auront le pouvoir d'établir les réglemens nécessaires pour mettre à exécution cette stipulation, conformément aux principes de l'article 4 de la convention conclue entre les généraux autrichiens et français en Allemagne.

#### A R T. V.

Le blocus de Brest, de Toulon et de tout autre port français sera levé, et tous les capitaines britanniques recevront l'instruction de ne pas interrompre le commerce de tout bâtiment entrant ou sortant, à l'exception cependant des *munitions navales et militaires qui ne pourront y être importées par mer pen-*



*dant la durée du présent armistice. Aucun des vaisseaux de guerre actuellement mouillé dans les susdits ports, ne pourra, avant le renouvellement des hostilités, en sortir pour prendre une autre station.*

#### ART. VI.

*Les alliés des deux puissances contractantes seront respectivement en liberté d'accéder à cet armistice ? s'ils le jugent à propos, pourvu qu'ils prennent en même tems l'engagement d'observer la même trêve, sur des conditions semblables à celles ci-dessus, envers ceux des alliés de l'autre puissance qui voudront aussi y accéder.*

Les termes qui seront fixés pour le commencement de l'armistice dans les différentes parties du monde à l'égard desdits alliés, seront réglés conformément aux stipulations renfermées dans l'article 3 de cette convention, et les mêmes termes seront comptés du jour auquel l'accession desdites puissances à l'armistice aura été duement notifiée à la partie avec laquelle elle est en guerre. Cette notification authentique du Gouvernement au nom duquel elle est faite, pourra être transmise *directement par courrier ou parlementaire*, ou par le canal des deux parties contractantes de l'une à l'autre réciproquement. Les ports et arsenaux

des alliés de la France seront , pendant la durée d'un pareil armistice, mis sur le même pied que celui de la France, et les notifications qui doivent précéder le renouvellement des hostilités , de même que tous les autres objets relatifs auxdits armistices , seront réglés aux termes de la présente convention.

### ART. VII.

Cette convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées dans le terme de dix jours, ou plutôt s'il est possible.

Pour traduction conforme ,

*Signé* OTTO.

N.º 26.

Hereford-Street, 21 fructidor an 8 (5 septembre 1800).

**M**ILORD,

J'AI reçu hier à onze heures du soir la note et le contre-projet que votre excellence m'a fait l'honneur de m'envoyer. Les principes contenus dans ces deux pièces sont, sous plusieurs rapports, si peu analogues aux propositions que j'ai été autorisé à faire, et dont l'objet étoit de compenser, par un armistice avec l'Angleterre, les inconvéniens qui pourroient résulter pour la France de la prolongation éventuelle de l'armistice avec l'Allemagne; que je ne puis pren-

dre sur moi de les admettre avant d'avoir reçu de nouvelles instructions. En conséquence, pour remplir l'intention de votre excellence, j'ai transmis les deux pièces à mon Gouvernement le plus promptement possible. J'ai l'honneur d'être avec la plus respectueuse considération, etc.

*Signé* OTTO.

N.º 27,

Hereford-Street, 16 septembre 1800 ( 29 fructidor an 8 ).

MILORD,

J'AI l'honneur d'envoyer à votre excellence la réponse que mon Gouvernement m'a chargée de faire à la note que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser.

Le premier Consul espérant qu'il est encore possible de concilier les intérêts des deux Gouvernemens, ainsi que le désir qu'ils montrent pour une paix prompte et solide, et voulant donner, à cet égard, de nouvelles preuves de ses dispositions pacifiques, a expédié des ordres pour différer quelques jours de plus l'attaque que l'armée française devoit faire sur toute la ligne.

Je donnerai par écrit à votre excellence, ou à telle personne qu'elle désignera pour cet objet, des explications satisfaisantes sur les prin-



principales objections contenues dans votre note du 7 de ce mois. J'espère qu'elles rempliront l'objet de votre excellence, et me feront connoître les intentions de S. M., l'importance de ces communications m'engage à vous recommander de me donner toutes les facilités possibles.

N.º 28.

N O T E.

**L**E soussigné ayant transmis à son Gouvernement la note en date du 7 septembre, que son excellence milord Grenville lui a fait remettre avec le contre-projet qui y étoit joint, il a paru au premier Consul que l'armistice proposé par le Gouvernement britannique étoit rédigé de manière qu'il ne présentoit aucun avantage pour la République française, et dès-lors ne pouvoit pas compenser les inconvéniens graves qu'entraîne pour elle la continuation de l'armistice continental : d'où il résulte que le contre-projet présenté ne pourroit être admis qu'autant qu'il seroit simplement question de préluder à un arrangement particulier entre la France et l'Angleterre, par une trêve également particulière aux deux Etats. Mais l'effet de la trêve maritime devant être de servir à la République française de compensation pour la trêve continentale, la première doit lui of-

frir des avantages égaux aux inconvéniens que la seconde lui apporte.

Le soussigné est donc chargé de faire deux propositions entre lesquelles S. M. britannique pourra choisir celle qui lui paroîtra s'accorder davantage avec l'intérêt de ses Etats, ou avec ses relations continentales.

La première est, que le projet d'armistice soit rédigé et admis dans des termes analogues à ceux qui ont été proposés par le ministre de S. M. britannique, mais uniquement dans la supposition qu'il seroit indépendant des événemens du continent, et seulement relatif à une négociation particulière qui s'ouvriroit sur-le-champ entre les deux puissances.

La seconde est, que S. M. britannique continue à faire cause commune avec l'Empereur, mais qu'alors elle consente que la trêve maritime offre à la République française des avantages égaux à ceux que la trêve continentale assure à la maison d'Autriche.

Et à cet égard, la comparaison est facile à établir.

Par l'armistice continental, la cour de Vienne acquiert le moyen de réorganiser ses armées, de convertir en hommes, en armes, en munitions de toute espèce, les subsides que le Gouvernement anglais lui paie; de fortifier, d'approvisionner ses places de seconde et troi-

sième ligne qui se trouvoient en mauvais état, parce que la marche rapide des armées françaises n'avoit pas été prévue. Ainsi, Osoppo, Palma-Nova, Venise, Véronne et Lintz avoient été négligées ; chaque jour leurs fortifications se relèvent ; Ulm , Ingolstadt , quoique bloquées, améliorent leur défensive, et c'est l'armistice qui leur procure cet avantage ; car, au moment où ces places se sont trouvées investies, l'ennemi ne pensoit qu'à attaquer les nôtres, et par conséquent elles n'étoient pas préparées à une attaque aussi prochaine.

Par l'armistice continental, l'impression des victoires des armées françaises diminue, leur effet s'affoiblit. Six mois de repos suffiroient pour que le matériel et le moral des armées autrichiennes se trouvassent rétablis , pour que les vaincus ne fussent plus frappés de l'ascendant des vainqueurs, et pour que cette chance de supériorité, si bien acquise à la République, fût encore pour elle à ressaisir.

Ce seroit également, par suite de l'armistice continental, que le royaume de Naples, en proie à tous les genres de calamités, à tous les genres d'insurrection, pourroit se réorganiser, et offrir de nouvelles ressources aux ennemis de la France.

C'est enfin à la faveur de l'armistice que des levées d'hommes se font en Toscane, dans



la Marche d'Ancône, que par-tout l'Autriche prépare de nouveaux moyens de défense, que par-tout sa position, qui peut-être étoit désespérée, s'améliore, tandis que les avantages de la République s'atténuent ou disparaissent.

Déjà le premier Consul a fait à l'amour de la paix un assez grand sacrifice des avantages qu'il avoit obtenus; s'il continuoit à ne point en tirer parti, ce ne seroit plus modération, mais foiblesse; ce ne seroit plus le moyen d'arriver à la conclusion de la paix, mais celui de perpétuer la guerre. Peut-être, au jugement des hommes d'Etat, le Gouvernement français a-t-il déjà trop différé à user de la chance qui lui étoit favorable: mais il ne l'a fait que sur les assurances positives qui lui avoient été données d'une négociation particulière et d'une paix séparée.

Aujourd'hui que les cours alliées insistent pour une négociation commune et une paix générale, le Gouvernement français sait trop bien qu'un ouvrage aussi compliqué n'est pas l'affaire de quelques jours, et il doit éviter de se mettre dans une position qui seroit diamétralement contraire à l'accélération des négociations, en donnant aux puissances ennemies, et principalement à l'Autriche, un intérêt réel à prolonger les discussions, pour acquérir chaque jour les moyens de se présenter

avec plus d'avantages sur le champ de bataille, et par conséquent avec plus de prétentions au congrès.

C'est pour éviter en partie un inconvénient aussi manifeste, que la France tient à ce que l'armistice maritime soit stipulé de façon à être l'équivalent de l'armistice continental, et à mettre de son côté l'Angleterre dans le cas de désirer la conclusion de la paix.

Les avantages que la République française peut et doit se proposer de l'armistice maritime, sont, la libre navigation de ses bâtimens, et les facilités nécessaires pour ses communications avec l'*Egypte*, avec les îles de France et de la Réunion, et avec les colonies d'Amérique.

Quant à l'approvisionnement des ports mêmes de la République, la France ne manque pas de moyens intérieurs de circulation, et la facilité proposée n'est que de peu d'intérêt. Le Gouvernement britannique propose que les places et ports bloqués ne puissent recevoir que pour quatorze jours de vivres, songe-t-il que la plupart de ces établissemens sont loin encore de manquer de vivres, et que d'ailleurs la saison qui s'approche, en faisant qu'un blocus maritime est presque toujours illusoire, rend tout-à-fait inutile la faveur proposée.

Que si enfin on considère combien l'Angle-

terre ( si elle veut sincèrement la paix ), a peu d'intérêt à empêcher que la France conserve et consolide le petit nombre d'établissmens d'outre mer qui lui restent ; combien , par de nouvelles acquisitions de ce genre , l'Angleterre accroît encore l'inquiétude , la jalousie de l'Europe , et la disposition qu'elle montre à ne pas regarder indifféremment l'extension sans bornes de la puissance et du commerce anglais , on sera porté , même en convenant des avantages que la République française doit trouver dans une trêve maritime , à ne pas croire que cette même trêve puisse être si éminemment désavantageuse à l'Angleterre que son Gouvernement paroît le supposer.

Le soussigné est donc chargé de réitérer à S. E. milord Grenville , la double proposition que renferme la présente note. S'il s'agit d'une négociation et d'une paix séparée , l'armistice peut être admis tel qu'il est proposé par le ministre de S. M. britannique ; s'il s'agit d'une négociation commune et d'une paix générale , l'armistice doit être stipulé tel qu'il est proposé au nom du Gouvernement français , tel qu'il sera de nouveau détaillé par le soussigné.



Du 20 septembre ( troisième jour complémentaire an 8. )

**M**ONSIEUR,

JE joins ici la réponse à la dernière note que vous m'avez fait l'honneur de me remettre.

Vous y remarquerez que S. M. est bien éloignée de croire qu'il soit convenable pour elle d'accéder aux principes qui sont de nouveau représentés dans cette note, comme les bases d'un armistice maritime.

Tant que cette différence fondamentale existera, il n'y a pas lieu d'espérer qu'aucun avantage puisse résulter de la discussion des détails de cette mesure.

Le contre-projet que j'ai eu l'honneur de vous transmettre est considéré ici comme renfermant pleinement toutes les concessions que la France peut raisonnablement exiger, ou qui peuvent être faites par ce pays-ci, même sous le seul point de vue où il peut être question d'un armistice naval.

Si vous êtes autorisé à faire de nouvelles propositions qui puissent réellement cadrer avec les principes considérés ici comme la seule base admissible d'une pareille convention, je suis persuadé que, pour une affaire d'une aussi haute importance, vous ne vous refuserez pas

à me les transmettre par écrit. Si ces nouvelles propositions présentoient au Gouvernement de sa majesté des motifs suffisans pour une discussion ultérieure, je recevrai facilement les ordres du roi, pour autoriser une personne convenable à s'entretenir avec vous sur l'objet de ces communications.

J'ai l'honneur d'être, etc.

*Signé* GRENVILLE.

Pour traduction fidèle,

*Signé* OTTO.

N.º 30.

Du 20 septembre ( troisième jour complémentaire an 8. )

LA note renfermée dans la lettre de M. Otto du 16 de ce mois, a été mise sous les yeux du roi.

S. M. n'a vu dans cette pièce aucune considération nouvelle, au sujet d'un armistice naval, qui puisse changer en aucune manière la réponse transmise à M. Otto le 7 de ce mois.

Ni les engagements bien connus de S. M. envers ses alliés, ni son désir, si récemment exprimé, de contribuer au rétablissement de la tranquillité générale en Europe, ne lui permettent de séparer ses intérêts de ceux des puissances avec lesquelles elle est unie dans cette guerre. Elle pourroit encore moins concevoir

cevoir l'idée de consentir, dans cette vue, à un armistice naval, mesure qu'elle a déjà déclaré être totalement inapplicable à une discussion *séparée* entre la Grande Bretagne et la France.

Cette proposition étant donc telle que le gouvernement français a dû prévoir que S. M. ne sauroit l'accepter, l'alternative supposée, que l'on semble avoir offerte au choix de S. M., n'est autre chose que la simple répétition d'une demande déjà rejetée. Aucun nouveau motif n'est présenté pour engager S. M. à consentir aux conditions d'un armistice commun, qu'elle avoit déjà considéré auparavant comme inadmissible.

D'après les informations reçues depuis les dernières communications à ce sujet, S. M. a observé, avec autant de surprise que de peine, que les ordres de notifier la rupture de l'armistice continental ont dû être expédiés de Paris à la même époque où la continuation de cet armistice a été proposé à S. M. comme la condition et le motif d'une trêve maritime. Si, outre cette circonstance, S. M. devoit juger des dispositions actuelles de ses ennemis d'après les expressions qui caractérisent sa conduite et ses vues, et qui remplissent les dernières communications de la France avec les alliés de l'Angleterre, la conclusion seroit ex-



trément défavorable à l'existence de toute disposition conciliatoire.

Néanmoins S. M. est encore disposée à écarter toutes les considérations, et à régler sa conduite d'après les motifs qu'elle a déjà exposés. En conséquence elle considère toujours une armistice naval, fondé sur des conditions raisonnables, comme un sacrifice qu'elle pourra être disposée à faire pour empêcher le renouvellement des hostilités sur le continent, et pour faciliter les négociations communes d'une paix générale, qui peut-être pourroit être accélérée par un pareil arrangement, quoiqu'elle n'en dépende pas d'une manière absolue.

Mais lorsqu'on demande que l'étendue de ce sacrifice que S. M. doit faire ne soit terminée ni par la balance équitable de la réciprocité, ni par les règles ordinaires d'une pareille convention, lorsque, sans aucun égard aux intérêts de son peuple, elle est sommée de proportionner ses concessions à l'évaluation exagérée que ses ennemis ont faite de l'avantage que retirent ses alliés de l'armistice continental, et lorsque, d'après une pareille évaluation, on insiste sur des conditions que ces avantages ne pourroient pas même justifier, il devient nécessaire de déclarer distinctement que non seulement S. M. ne reconnoît pas ce principe, mais que, même en l'admettant,

elle ne sauroit en admettre également l'application.

A la vérité il n'appartient pas à S. M. d'apprécier les avantages relatifs que la prolongation de l'armistice continental pourroit réellement procurer à l'une ou l'autre des puissances belligérantes. Mais des circonstances même mentionnées par le gouvernement français comme exclusivement avantageuses à l'Autriche, plusieurs sont évidemment favorables aux deux parties et le sont presque également.

Si, pendant l'intervalle de la trêve qui a déjà eu lieu, les armées autrichiennes ont été rétablies, recrutées, renforcées, la France n'a pas perdu de vue ces mêmes mesures. Si les subsides que S. M. a fournis ont été employés par son allié à la formation et au transport des magasins, la France a approprié à des objets semblables les contributions rigoureuses levées dans des pays que l'existence de l'armistice n'a pas exemptés de cette calamité. Les places fortes derrière l'armée autrichienne peuvent avoir été réparées, mais la position des armées françaises a également été fortifiée ; même les villes bloquées peuvent avoir souffert d'avantage par la prolongation du blocus, qu'elles n'ont profité par les mesures intérieures pour augmenter leur défense.

S. M. ne croit pas devoir toucher d'autres

objets de comparaison : il lui paroît qu'aucune partie des succès variés de la guerre continentale n'autorise ses ennemis à s'attribuer un ascendant sur les armées autrichiennes. Mais, quand même les assertions du gouvernement français à cet égard seroient mieux fondées que S. M. ne le conçoit, le principe en lui-même seroit toujours inadmissible. Il est impossible que S. M. admette qu'on lui demande une compensation pour l'étendue des avantages quelconques que son allié pourroit retirer de la continuation de l'armistice : néanmoins cette compensation même est en quelque sorte offerte par S. M., en consentant à une trêve maritime sous les conditions qui ont déjà été accordées par S. M. Elle a fait des sacrifices considérables, et elle a donné à ses ennemis des avantages très-grands et très-évidens, que par leurs représentations ils s'efforcent en vain de déprécier ; elle a donné par là à toute l'Europe un gage précieux de sa sollicitude pour le bonheur général, et à ses ennemis une preuve incontestable de ses dispositions pacifiques. Mais en cédant à la demande qu'on lui fait aujourd'hui, elle sacrifieroit ces moyens de défense actuelle, et cette garantie d'une sûreté future, qu'elle n'a pu acquérir que par les plus grands et les plus mémorables efforts, et auxquels elles ne sauroit renoncer que lors-



que le résultat des négociations, auxquelles elle a déclaré vouloir prendre part, aura couronné ses efforts pour le bonheur de son peuple, et pour le rétablissement d'une paix sûre et honorable.

*Signé* GRENVILLE.

Pour traduction fidele,

*Signé* OTTO.

N . 31.

Londres, 4<sup>e</sup> jour complémentaire an 8, (21 septembre 1800.)

MY LORD,

J'ai reçu hier à dix heures du soir la lettre et la note que votre excellence m'a fait l'honneur de m'envoyer. J'y ai vu avec le plus vif regret que S. M. et ses ministres ne sont point disposés à adopter les principes de conciliation énoncés dans la note que je vous ai transmise le 16 de ce mois.

Ce n'étoit pas uniquement pour discuter ces principes, mais dans l'intention de proposer de nouveaux moyens de conciliation, que je vous ai demandé une entrevue par ma lettre du 16 de ce mois. J'avois tout lieu de croire que mes explications eussent levé les difficultés qui s'opposent encore à la conclusion d'un armistice général.

Vous desirez, Mylord, que je vous donne ces explications par écrit : elles sont relatives aux deux points les plus importants de votre note ; le droit de changer la position des escadres de la république pendant l'armistice, et le sort des alliés de la Grande-Bretagne.

Je suis autorisé à consentir que les vaisseaux de ligne français ne sortent point des ports où ils sont actuellement ; et si S. M. insiste pour que ses alliés soient compris dans l'armistice proposé, je suis encore autorisé à consentir qu'ils jouissent des mêmes avantages que les alliés de la république.

Les intentions du premier Consul sont de nouveau expliquées dans la note que j'ai l'honneur de joindre ici : et, pour ne point retarder des communications de cette importance, je renvoie à une autre occasion ma réponse à la note de votre excellence.

J'observerai seulement que, si l'armistice avec l'Autriche avoit été rompu dans cet intervalle, dans le cas où S. M. accéderoit aux dernières propositions qui lui ont été faites, il seroit facile de faire reprendre aux armées respectives leur première position.

J'ai l'honneur d'être avec la plus respectueuse considération, etc.

Signé OTTO.

## PROJET D'ARMISTICE.

Attendu qu'il est convenu que des négociations pour une paix générale seront immédiatement entamées entre la république française et ses alliés d'une part , et S. M. impériale , S. M. britannique et leurs alliés de l'autre , et que l'armistice qui a déjà été conclu entre les armées de la république française et celles de S. M. impériale peut être prolongé , si un armistice équivalent est conclu entre les forces de la république française et celles de S. M. britannique ; les deux gouvernemens ont arrêté de conclure ledit armistice aux conditions suivantes.

## ARTICLE PREMIER.

Toutes hostilités par terre et par mer entre les deux parties seront suspendues , et ne seront renouvelées qu'après une notification préalable d'un mois avant la fin de l'armistice. Dans toutes les parties du monde l'armistice ne pourra être rompu que par l'ordre même des gouvernemens contractans , et les hostilités ne pourront recommencer qu'un mois après la notification qui aura été faite par le général ou officier com-



mandant de l'une des deux nations à celui de l'autre.

## II.

Il sera immédiatement envoyé par les deux gouvernemens des ordres aux officiers commandans dans les différentes parties du monde pour qu'ils se conforment à cette convention. On donnera des passe-ports aux avisos qui porteront ces ordres, et les officiers de S. M. britannique qui traverseront la France pour cet objet recevront les sauf-conduits et les facilités nécessaires pour accélérer leur voyage.

## III.

Toutes les prises faites dans aucune des parties du monde pendant la durée de l'armistice par aucun officier ayant actuellement reçu la notification de cette convention seront restituées, et en général (que cette notification ait été faite ou non) toutes les prises faites dans la Manche ou dans les mers du nord, après douze jours, à compter de l'échange des ratifications de cette convention, seront rendues; et à cet égard les termes seront fixés pour les autres parties du monde conformément aux stipulations du vingt-deuxième article des préliminaires de la dernière paix. D'où il résulte qu'à

compter du jour dudit échange tous bâtimens de commerce de l'une et de l'autre nation pourront se mettre et naviguer librement comme avant la guerre.

## IV.

Malte et l'Egypte seront assimilées aux places d'Allemagne qui, quoique bloquées par l'armée française, ont été appelées à jouir du bénéfice de l'armistice continental. Il sera fourni à Malte pour quinze jours de vivres à la fois et à raison de dix mille rations par jour.

Pour l'Egypte six frégates françaises pourront partir du port de Toulon, débarquer à Alexandrie, et en revenir sans qu'elles puissent être visitées, et sans qu'aucun empêchement puisse être mis à leur traversée, soit par les vaisseaux anglais, soit par les vaisseaux des alliés de la Grande-Bretagne. Un officier parlementaire anglais s'embarquera à cet effet sur une des frégates, et traversera la France pour se rendre à Toulon.

## V.

Le blocus de Brest, de Toulon, et de tous autres ports français sera levé, et tous les capitaines britanniques recevront l'instruction de ne pas interrompre le commerce de tout bâtiment entrant ou sortant : cependant aucun vaisseau

de ligne à deux et trois rangs de batteries actuellement mouillé dans les susdits ports ne pourra en sortir avant le renouvellement des hostilités pour prendre une autre station ; mais les frégates , corvettes , et autres petits bâtimens de guerre , pourront librement sortir et naviguer , et , lorsqu'ils se rencontreront en mer avec les vaisseaux de S. M. britannique , ils conserveront les usages établis avant la guerre.

**VI.**

Les troupes de terre à la solde de S. M. britannique ne pourront débarquer dans aucun port d'Italie pendant la durée du présent armistice.

**VII.**

Les alliés de la France ; savoir , l'Espagne , la république batave , et Gènes , participeront au bénéfice du présent armistice.

**VIII.**

La présente convention sera ratifiée , et les ratifications seront échangées dans le terme de dix jours , ou plutôt , s'il est possible.



( 59 )

N° 33.

Hereford-Street, 23 septembre 1800, ( 2 vendémiaire an 9. )

MY LORD,

J'ai l'honneur de vous envoyer la réponse à la note que vous avez eu la bonté de me faire passer le 20 de ce mois.

Je vous prie d'accepter l'hommage des sentimens respectueux avec lesquels j'ai l'honneur d'être.

*Signé* OTTO.

N°. 34.

*Note du citoyen Otto.*

Dans tout le cours de la négociation dont le soussigné a été chargé il a eu lieu de regretter que le défaut de communications plus directes avec le ministère de S. M. l'ait mis dans l'impossibilité de donner à ses ouvertures officielles les développemens nécessaires. Le résultat de ses dernières communications, auxquelles répond la note qu'il a eu l'honneur de recevoir le 20 de ce mois rend cet inconvénient bien plus sensible encore.

La première partie de cette note paroissant

mettre en doute la sincérité des dispositions du gouvernement français d'entamer des négociations pour une paix générale, le soussigné doit entrer à ce sujet dans quelques détails qui justifieront pleinement la conduite du premier Consul.

L'alternative proposée d'une paix *séparée*, dans le cas où S. M. n'agréeroit pas les conditions d'un armistice général, loin de dévoiler un défaut de sincérité, fournit au contraire la preuve la plus forte des dispositions conciliantes du premier Consul. Elle est une conséquence nécessaire de la déclaration faite par le soussigné le 4 de ce mois. En effet il a eu l'honneur de prévenir le ministère britannique « que si cet  
« armistice n'est pas conclu avant le 11 septem-  
« bre, les hostilités *auront été* recommencées  
« avec l'Autriche, et que dans ce cas le premier  
« Consul ne pourra plus consentir à l'égard de  
« cette puissance qu'à une paix séparée et com-  
« plete ». . . . Cet armistice n'a pas été conclu à l'époque indiquée : il étoit donc naturel de s'attendre éventuellement à *une paix séparée avec l'Autriche*, et, dans la même hypothèse, à *une paix également séparée avec la Grande-Bretagne*, à moins qu'on ne pense que les calamités qui accablent depuis huit années une grande partie de l'Europe doivent se perpétuer,

et n'avoir d'autre terme que la destruction totale de l'une des puissances belligérantes.

Ce n'est donc pas le gouvernement français qui propose à S. M. de séparer ses intérêts de ceux de ses alliés ; mais ayant vainement tenté de les réunir dans un centre commun , et les trouvant séparés *de fait* par le refus de l'Angleterre de déposer sur l'autel de la paix quelques avantages particuliers dont la France avoit déjà fait le sacrifice , le premier Consul a donné une nouvelle preuve de ses dispositions en indiquant un autre moyen de conciliation que le cours des évènements amènera tôt ou tard.

Conformément à l'avis que le soussigné a donné le 4 de ce mois , on a notifié en effet la cessation de l'armistice continental à l'époque qui avoit été fixée ; mais le contre-projet du ministère britannique , expédié par le soussigné le 8 de ce mois , étant arrivé le 10 , et S. M. impériale ayant paru convaincue que son allié ne se refuseroit point à un armistice admissible , le premier Consul s'est décidé de nouveau à faire retarder de huit jours la reprise des hostilités. Les ordres ont été expédiés sur-le-champ aux armées d'Allemagne et d'Italie , et , dans le cas où ces ordres fussent arrivés trop tard dans cette dernière contrée , et qu'à la suite de quelque opération militaire les généraux français



eussent eu quelques succès, il leur étoit ordonné de reprendre la position qu'ils occupoient le jour même du renouvellement des hostilités.

Le simple exposé de ces faits suffira sans doute pour démontrer que le gouvernement français n'a jamais pu avoir l'intention de masquer par des négociations simulées une nouvelle attaque contre l'Autriche, et qu'au contraire il a apporté dans toute cette négociation la franchise, la loyauté qui seules peuvent assurer le rétablissement de la tranquillité générale, que S. M. et son ministère ont tant à cœur.

En vain chercheroit-on les preuves d'une intention contraire dans quelques expressions renfermées dans les communications officielles du gouvernement français avec les alliés de S. M.-- S'il s'agissoit sur-tout d'une des dernières lettres écrites à M. le baron de Thugut, que le sous-signé auroit pu communiquer lui-même, s'il en eût trouvé l'occasion, cette lettre prouveroit que le gouvernement français, toujours ami de la paix, n'a paru se plaindre des intentions de la Grande-Bretagne que parce qu'il avoit tout lieu de les croire contraires à un système solide de pacification.

Le soussigné n'est entré dans ces détails que parce qu'à la veille des négociations qui pourroient être entamées, il importe aux conseils des deux puissances d'être réciproquement convain-

cus de la sincérité de leur intention, et que l'opinion qu'elles peuvent avoir de cette sincérité est le seul garant des succès des négociations.

Quant au second point de la note que le sous-signé a eu l'honneur de recevoir, il doit se référer à sa lettre du 16, par laquelle il a prévenu son excellence mylord Grenville qu'il étoit chargé de donner des *explications satisfaisantes* touchant les principales objections du gouvernement britannique à l'armistice proposé, en le priant instamment de faciliter des communications verbales avec le ministère. Il étoit donc difficile de croire que le gouvernement français s'en tiendrait, sans *aucune modification*, à ses premières ouvertures, car, dans ce cas, il eût été très-inutile de solliciter une entrevue pour donner des *explications satisfaisantes*.

En parlant des compensations requises pour faire cadrer l'armistice naval avec la trêve continentale le ministère de S. M. trouve qu'il y a *de l'exagération* dans la balance établie par le gouvernement français. Une discussion formelle sur cet objet seroit sans doute déplacée. Après les succès variés d'une guerre qui a produit tant d'événemens extraordinaires, il est difficile de douter de l'influence morale de ces événemens sur les armées ; sur les peuples, sur les gouvernemens eux-mêmes ; et les induc-

tions que l'on peut en tirer dans le moment actuel paroissent justifier l'opinion que le sousigné a cru devoir manifester. S'il y a de l'exagération dans cette opinion, elle est partagée par les ennemis de la république eux-mêmes, qui ont tout employé pour prolonger la trêve, et qui ne se sont fait aucun scrupule de se servir même de la voie des négociations simulées pour gagner du temps. Les préliminaires signés par M. le comte St-Julien, et désavoués par sa cour, en sont un exemple mémorable, et il faut bien que la continuation de l'armistice continental soit un sacrifice pour la république, puisqu'on a tant fait pour le lui arracher.

Mais, en admettant même l'existence de ce sacrifice, le ministère de S. M. déclare formellement que l'on ne sauroit exiger de lui un sacrifice analogue. -- Il n'appartient certainement pas à la France de juger jusqu'à quel point les engagemens pris par S. M. envers ses alliés peuvent gêner ses dispositions à cet égard; mais le droit de la France de demander le prix du sacrifice qu'elle a fait, et qu'elle est encore prête à faire, paroît incontestable. Le premier Consul a donné à l'Europe des gages réitérés de ses dispositions pacifiques; il n'a cessé de les manifester envers les cabinets intéressés dans cette lutte: et quand même sa modération releveroit les espérances des ennemis du gouvernement français



cois , elle sera néanmoins toujours l'unique guide de ses actions.

Malgré cette différence dans la manière de considérer plusieurs questions accessoires et préliminaires de la pacification projetée , le soussigné doit se féliciter de trouver dans toutes les communications qu'il a eu l'honneur de recevoir jusqu'ici les mêmes assurances des dispositions de S. M. de travailler au rétablissement de la tranquillité de l'Europe , et il ne négligera aucune occasion de faire valoir ces dispositions près de son gouvernement.

Hereford-Street , 1er Vendémiaire an 9 ( 23 septembre 1800. )

N<sup>o</sup>. 35.

# NOTE.

LORD Grenville fait ses complimens à M. Otto ; il a l'honneur de lui envoyer la réponse officielle à ses communications du 23.

Il prie M. Otto d'accepter l'assurance de sa haute considération.

Downing Street , 23 septembre 1800.

*NOTE.*

Du 25 septembre 1800 (3 vendémiaire an 9.)

Le gouvernement britannique n'a en aucune manière l'intention de prolonger une controverse écrite sur les circonstances auxquelles se rapporte principalement la première partie de la note de M. Otto, du 23 de ce mois. Il est néanmoins nécessaire, pour justifier l'exactitude de l'exposé que le soussigné a été chargé de faire précédemment, que les dates de ces faits soient particulièrement relatées en réponse à la note de M. Otto. On le fera sans y ajouter aucune nouvelle réflexion.

La première proposition faite à S. M. au nom de la France touchant un armistice naval, basé sur celui du continent, étoit datée du 27 et du 29 août; il faut donc que l'ordre touchant cette ouverture ait été expédié de Paris avant le 24. La réponse de S. M. a été transmise à M. Otto par le soussigné le 29, le même jour où les derniers avis ont été donnés en Allemagne. Cette réponse se référoit à l'armistice autrichien comme toujours existant; et ce n'est que le 4 septembre que la première insinuation a été reçue ici des

mesures prises en Allemagne pour notifier la rupture de l'armistice.

Quant à la lettre de M. Talleyrand au baron de Thugut, elle étoit également datée du 24 août. Le gouvernement français, loin d'être alors autorisé à considérer les intentions de S. M. comme incompatibles avec l'établissement d'un système solide de pacification, étoit alors formellement en possession de la notification faite au nom de S. M. par son allié touchant ses dispositions de concourir aux négociations immédiates pour cet objet.

Ce sera avec un véritable plaisir que S. M. verra démentir par l'évènement les conséquences qui lui paroissoient résulter de ces faits.

La preuve la plus éclatante que le gouvernement français puisse donner de la sincérité de ses dispositions pour la paix résultera naturellement des facilités qu'il donnera à l'accélération du début et de l'heureuse conclusion de cette négociation, à laquelle le roi, et son allié l'empereur d'Allemagne ont déjà témoigné le desir de prendre part, et qui seules, en comprenant dans un arrangement général les intérêts de toutes les parties engagées dans cette guerre, donneront à l'Europe l'espoir d'une tranquillité solide et permanente.

Quant au cas éventuel dans lequel il est dit que la France ne consentiroit à traiter avec l'Au-



triche que pour une paix séparée , les chances de la guerre peuvent seules fournir les moyens de réaliser une pareille intention ; mais aussitôt que la France insistera sur ce point , malgré l'expérience de ce qui s'est déjà passé , toutes les autres puissances se trouveront non seulement la présomption , mais la conviction pénible et décidée que le gouvernement français n'a pas réellement le desir de mettre un terme final et irrévocable aux calamités de l'Europe. En considérant avec attention les évènements passés de cette lutte , et en jugeant avec quelque exactitude la situation présente des affaires , il est impossible de ne pas croire que la guerre actuelle ne sauroit être terminée par une succession de traités séparés entre les différentes puissances qui y sont engagées , et qu'on ne sauroit fonder sur une pareille base la tranquillité générale.

S. M. ayant, en conséquence des desirs de M. Otto, nommé une personne convenable pour conférer avec lui touchant les différentes propositions d'un armistice naval, il est inutile de rien ajouter ici à ce sujet. Cette démarche donne une nouvelle preuve des dispositions de S. M. de se prêter à toute demande équitable qui peut contribuer à la pacification générale ; et la conduite de S. M. sera toujours conforme à ces dispositions.

*Signé* GRENVILLE.

Downing Street , 24 septembre 1800.

Lord Grenville fait ses complimens à M. Otto, et a l'honneur de l'informer qu'en conséquence du desir qu'il a manifesté d'avoir une occasion de s'entretenir avec une personne de confiance de ce gouvernement - ci. concernant les diverses propositions qui ont été faites touchant les conditions d'un armistice naval, S. M. a bien voulu autoriser M. Hammond à conférer avec M. Otto sur cet objet.

Le gouvernement de S. M. desire sincèrement que le résultat de leur conversation à ce sujet puisse tendre à faciliter le grand ouvrage d'une pacification générale sur une base solide et permanente.

Lord Grenville prie M. Otto d'être assuré de sa haute considération.

*Lettre de lord Grenville à M. Hammond.*

Du 14 septembre 1800.

MONSIEUR,

Le gouvernement français ayant donné à M. Otto des pleins-pouvoirs pour négocier un armistice entre ce pays et la France pour accélérer les négociations d'une paix générale, et M. Otto ayant témoigné le desir d'avoir des communications verbales à ce sujet avec une personne autorisée par S. M. ; le roi, toujours disposé à ne rien négliger qui puisse contribuer au grand ouvrage du rétablissement d'une paix solide et permanente, a bien voulu vous choisir pour vous entretenir avec M. Otto et recevoir de lui les communications verbales qu'il lui plaira de faire.

Cette lettre vous fera connoître les raisons qui engagent S. M. à considérer le second projet de M. Otto comme inadmissible dans tous les points essentiels.

Vous ferez connoître à M. Otto la décision de S. M. à ce sujet, et vous entrerez sans réserve en discussion sur les objets dont il s'agit. S. M. ne peut avoir d'autre vue dans cette négociation



que de contribuer au rétablissement de la paix générale. Dans cette vue elle est disposée à faire le sacrifice de quelques avantages actuels , dans la persuasion que ce sacrifice sera utile à son peuple ; mais elle ne sauroit consentir à se placer dans un état d'infériorité que le résultat de la guerre n'autorise en aucune manière , et qui n'accéléreroit pas la conclusion de la paix , en rendant la situation intermédiaire de ses ennemis , sous l'apparence d'un armistice , assez avantageuse pour lui faire désirer plutôt la continuation de la guerre que la conclusion d'une paix fondée sur des conditions admissibles.

S. M. ne voit dans ce dernier projet du gouvernement français aucun acheminement vers une conciliation. M. Otto dit , à la vérité , dans sa lettre du 21 , que ce dernier projet renferme des explications satisfaisantes sur les deux points les plus importants. L'admission des alliés de S. M. à l'armistice proposé est , à la vérité , non seulement une condition importante , mais indispensable. Cependant on ne sauroit sous aucun point de vue représenter cet arrangement nécessaire comme une concession de la part de la France , plutôt que de l'Angleterre , qui admet également les alliés de son ennemi. Quant à l'autre point mentionné par M. Otto relativement aux vaisseaux de ligne français , l'offre de la France s'écarte de beaucoup de la demande

du roi , et de tout ce qui est nécessaire pour assimiler l'armistice naval à la trêve continentale. Cet article , loin d'écarter les obstacles qui s'opposoient à la conclusion amicale de cette affaire , doit donc toujours être regardé comme inadmissible.

A d'autres égards également importants le nouveau projet reproduit les demandes antérieures , et renferme même une nouvelle prétention.

En examinant en détail les divers articles de la convention proposée , on trouve quelque différence de rédaction entre le contre-projet anglais et le nouveau projet français. Je n'en parlerai pas ici.

Si les points les plus importants de la négociation étoient réglés d'une manière satisfaisante , il seroit cependant nécessaire de faire quelques observations sur ces différences.

Il seroit suffisant de comprendre dans cette réserve les deux changemens faits dans le préambule de la convention ; mais il sera peut-être plus convenable de faire immédiatement les observations suivantes :

1°. Que la mention des alliés respectifs , dans la forme sous laquelle ces mots sont introduits dans le préambule français , semble comprendre nécessairement non seulement l'idée que les négociations ( comme c'est l'intention du roi )

soient entamées pour une paix générale de manière à y faire participer tous les alliés des deux côtés, mais encore que ces alliés soient immédiatement appelés à prendre part par leur ministres aux négociations proposées. S. M. pense que cette question sera plus convenablement réservée à des discussions futures, sans être préjugée par les termes d'un armistice séparé entre la Grande-Bretagne et la France.

2°. Les expressions du projet français touchant l'armistice continental paroissent inconvenantes envers les alliés du roi, et ne peuvent être admises par S. M.

3°. Le mot *équivalent*, inséré dans le préambule, paroît établir comme base de l'armistice naval le principe d'une compensation *entière*, auquel S. M. a déjà refusé de consentir. — Vous observerez aussi que, dans le premier article, l'omission des mots *force de* paroît indiquer une suspension plus complète de l'état de guerre que ne le comporte la nature d'un armistice.

Au reste cet article présente d'autres changemens très essentiels; savoir, 1°. l'extension du terme de l'armistice de *quatorze jours* à un *mois*; 2°. la demande que la notification d'un mois soit donnée dans tous les cas en conséquence des ordres des gouvernemens respectifs, et par les officiers commandans, de l'autre; 3°. l'omission totale de la clause d'après laquelle la continua-



tion de l'armistice naval devoit dépendre de celle de la trêve continentale.

Il est probable que les deux premiers changemens sont proposés dans la même intention qui a fait omettre la dernière clause. Il en résulteroit que si l'armistice autrichien étoit rompu par la France, S. M. se trouveroit encore pendant un temps considérable dans l'impuissance d'assister son allié.

Le simple exposé d'une pareille condition prouve évidemment qu'elle ne sauroit être admise par S. M., qui, par l'esprit de ses engagements, est tenue d'assister immédiatement son allié lors du renouvellement des hostilités ; S. M. ne pouvant avoir d'autre motif pour accéder à l'armistice naval que le desir d'empêcher le renouvellement des hostilités continentales.

Vous insisterez donc péremptoirement sur la dernière clause de l'article anglais ; aucune variation ne pouvant être admise dans les autres parties qui soit incompatible avec l'objet de cette stipulation.

Le terme de 14 jours est en effet plus long que celui qui a été admis dans les deux conventions du continent, et remplit suffisamment l'objet de l'armistice naval. Et comme S. M. n'accède à un armistice que dans l'espoir d'une conclusion prochaine de la paix, elle ne pense pas devoir se lier à un aussi long terme que celui

d'un mois ; dans le cas où elle auroit la mortification de trouver que ses ennemis refusent d'adopter les principes de négociation qui seuls peuvent amener la tranquillité permanente de l'Europe.

Le quatrième article du projet français renferme de nouveau la contradiction de vouloir assimiler les places bloquées à celles d'Allemagne, et de leur appliquer cependant des conditions entièrement contraires à celles adoptées par l'armistice allemand.

Le roi ne sauroit consentir à l'évaluation de 10,000 rations par jour pour la consommation de Malte. Si cette évaluation est exacte, elle sera reconnue par les commissaires nommés pour cet effet conformément aux stipulations de l'armistice allemand auxquelles la France témoigne l'intention de vouloir assimiler cet article.

Mais il se présente une objection bien plus essentielle encore contre la proposition qui concerne l'Égypte.

Si la situation de l'armée française dans ce pays devenoit un objet de discussion entre les deux gouvernemens, S. M. et ses alliés, d'après tous les principes de bonne foi établis entre les nations civilisées, auroient le droit d'exiger que les Français évacuassent l'Égypte d'après les conditions stipulées dans la convention d'El-

Arish ; ces stipulations ayant été ratifiées par le gouvernement turc et par le général français, et S. M. ayant également ordonné à son amiral d'y accéder aussitôt qu'elle en a été informée. Cette demande pourroit être faite avec d'autant plus de justice que, même après le renouvellement des hostilités en Égypte (sans des circonstances que S. M. ne veut pas toucher ici), le général Kleber a pris de nouveau un engagement officiel d'après lequel ce général, qui commandoit alors l'armée française en Égypte, et qui par conséquent avoit des pleins-pouvoirs de son gouvernement, a formellement reconnu que la convention d'El-Arish sera exécutée aussitôt qu'il seroit informé que le roi y avoit acquiescé.

Mais lorsqu'au lieu de remplir cet engagement, le gouvernement français, sous prétexte d'assimiler l'Égypte aux places bloquées de l'Allemagne, demande que six frégates puissent y porter sans gêne, et même sous la protection ouverte d'un officier britannique, tous les articles dont les garnisons françaises pourroient y avoir besoin : il est naturel de demander par quelle stipulation de l'armistice allemand les places d'Ulm et d'Ingolstadt peuvent recevoir dans des fourgons couverts autant de troupes, autant de provisions, et autant d'armes et de munitions que l'on peut en porter en Égypte dans six frégates françaises. Cette comparaison est encore plus frappante



quand on considère que , par l'armistice allemand , il est expressément stipulé que les places bloquées ne recevront pendant l'armistice aucun article qui puisse ajouter à leurs moyens de défense , et que , d'un autre côté , la proposition de l'évacuation de l'Égypte avoit été faite par les Français eux-mêmes , qui à présent voudroient se prévaloir d'un armistice pour se renforcer dans des postes que , par une convention proposée par eux-mêmes , ils s'étoient formellement engagés à abandonner.

Cette partie de l'article français est donc complètement inadmissible ; elle renferme une prétention injuste en elle-même , préjudiciable aux intérêts de S. M. , et non seulement contraire au principe général de cette négociation , mais même à celui qui est spécifié dans les premières lignes de l'article ; elle suppose d'ailleurs un manque de bonne foi de S. M. envers un allié auquel elle est liée par un traité solennel.

Outre toutes ces considérations , S. M. n'a pas le pouvoir d'empêcher , par un pareil engagement , les vaisseaux de la Porte-Ottomane de résister à l'admission de ce secours en Égypte , à moins que son allié n'ait accédé à cet armistice ; ce qui , sous une semblable condition , ne peut nullement être présumé.

La manière dont cet objet est traité dans le projet et dans la note de M. Otto du 16 de ce

mois doit vous engager à déclarer formellement que l'offre renfermée dans le contre-projet touchant l'Égypte va aussi loin que les intérêts de la Grande-Bretagne peuvent l'admettre , et que S. M. est persuadée qu'on ne sauroit lui imputer justement un défaut de dispositions conciliantes pour avoir manifesté dès le principe et sans aucune réserve toutes les concessions qu'il lui est possible de faire.

Ces observations sont également applicables aux autres articles du projet.

Dans le cinquième article S. M. est obligée d'insister pour que la liberté de navigation stipulée par les ennemis ne puisse s'étendre au transport de troupes ou de munitions navales ou militaires : et la justice de cette exception et sa nécessité sont trop frappantes pour exiger d'autres explications que celles qui ont déjà été données dans les notes officielles ; et il en résulte que la restriction relative aux vaisseaux de guerre seroit entièrement illusoire si elle ne se référoit qu'aux vaisseaux de ligne.

En effet il ne seroit ni indifférent ni juste que la France eût , pendant l'armistice , la faculté de changer la station de ses frégates ; mais quand on considère combien il est d'usage dans la marine française d'employer ces bâtimens au transport des troupes et des munitions de guerre , les deux parties de cet article se trouvent tellement

confonduës qu'il est impossible de les séparer, et S. M. ne sauroit se refuser à l'une sans se refuser également à l'autre.

A la vérité les munitions navales sont représentées, dans une des notes de M. Otto, comme un objet peu important pour la France. Si c'est ainsi, elle est moins intéressée à insister sur un point qui, dans le cas actuel, ne serviroit qu'à blesser les principes généraux intimement liés aux intérêts maritimes les plus importants de la Grande-Bretagne.

L'article 6 renferme une nouvelle demande de la part du gouvernement français. Elle n'est fondée sur aucun principe équitable de réciprocité; car tandis que la France empêcheroit S. M. de renforcer ses alliés en Italie, elle se réserveroit la faculté d'augmenter ses propres armées, ou d'assister ses propres alliés ailleurs, conformément à ses plans futurs d'opérations. Le gouvernement français n'a de fait aucun moyen d'empêcher le transport des troupes de S. M. par mer, et il n'est pas raisonnable qu'il puisse en acquérir le droit par un armistice qui ne donne à S. M. aucun nouveau moyen pour empêcher les opérations futures de ses ennemis, mais qui même leur accorde des avantages considérables qu'ils ne possèdent pas actuellement.

Il me reste encore à dire un mot touchant les



changemens faits dans l'article qui concerne les alliés respectifs.

Les objections de S. M. à la première rédaction de cet article ont été détaillées dans une réponse au premier projet.

Si la France considère ses alliés comme des puissances indépendantes, et se propose de traiter sous ce rapport leurs intérêts dans les négociations futures, il est nécessaire que ce principe soit également adopté dans les arrangements préliminaires dont il s'agit. S. M. n'a vu par la communication d'aucun acte officiel que le gouvernement français soit autorisé à traiter au nom de l'Espagne et de la Hollande ; de son côté S. M. n'a reçu aucune autorisation semblable de ses alliés ; et il seroit incompatible avec la bonne foi que, sans aucune autorisation semblable, elle prît des engagements dans une autre forme que celle qui est usitée en pareil cas, c'est-à-dire de les laisser en pleine liberté d'y accéder s'ils le jugent à propos. Sous cette forme S. M. est prête à admettre l'article qui concerne les alliés de la France, et sous cette forme aussi elle peut comprendre ses propres alliés dans cet arrangement.

Si l'article étoit conclu dans les termes actuellement proposés par la France, S. M. seroit obligée de l'observer de bonne foi envers l'Espagne et la Hollande, tandis que, de son côté, elle n'auroit pas le droit d'exiger la réciprocité

de la part de ces puissances. Elle ne pourroit pas même demander la restitution d'un seul navire marchand capturé par les Espagnols ou par les Hollandois.

Ces puissances, si elles sont regardées comme indépendantes par la France, ne peuvent être liées par un acte isolé de son gouvernement; elles doivent être admises comme parties contractantes par une transaction régulière et diplomatique, avant de pouvoir être considérées comme comprises dans le traité.

Ces considérations sont si évidentes, qu'on ne sauroit concevoir dans quel but le gouvernement français a proposé de changer cet article, et de lui donner une autre forme que celle à laquelle S. M. avoit déjà consenti.

Je dois seulement ajouter que si l'armistice est conclu, S. M. pense qu'il est nécessaire, pour accélérer les négociations, de limiter le terme de sa durée, au-delà duquel l'intention de S. M. ne seroit pas de consentir à son opération.

La faculté de fixer ce terme sera réservée à chaque partie contractante par les articles mêmes de la convention; et elle l'est effectivement par le projet français. Il sera donc inutile de spécifier dans la convention cette intention de S. M., et encore moins de fixer l'époque de la durée de l'armistice.

Mais il paroîtra plus analogue à la franchise que S. M. est déterminée à déployer dans toute cette affaire , de signifier à M. Otto cette intention dès le commencement, en remettant à un autre moment la notification formelle qui sera faite conformément aux termes de la convention.

Vous êtes en pleine liberté de communiquer à M. Otto , dans le courant de vos discussions, le contenu de cette lettre, et vous lui permettrez d'en prendre copie ou d'en faire tel extrait qu'il jugera à propos.

Pour traduction,

*Signé* OTTO.

N°. 39.

Downing Street, 25 sept. 1800.

MY LORD,

J'ai l'honneur d'informer votre seigneurie qu'en vertu des ordres de sa majesté, que votre seigneurie m'a expédiés hier, j'ai eu ce matin une conférence avec M. Otto au sujet de l'armistice proposé entre la Grande-Bretagne et la France.

Ayant proposé à M. Otto, pour faciliter la



discussion, de lire le contre-projet qui lui fut envoyé par votre seigneurie le 7 de ce mois, et le projet en réponse remis par lui le 21, afin que, d'après mes instructions, je pusse faire connoître les objections de mon gouvernement aux divers articles de ce projet, M. Otto ayant admis ma proposition, nous procédâmes régulièrement comme de la suite.

Comme il n'est pas nécessaire que j'entre dans les détails de la conversation qui a eu lieu entre nous sur les articles du projet auxquels M. Otto pensoit que son gouvernement pourroit renoncer, il suffira de vous présenter cette partie de notre entretien.

1°. M. Otto pensoit que le gouvernement français, lorsqu'il entroit en négociation pour un armistice, ne feroit point difficulté d'adopter le préambule du contre-projet au lieu de celui proposé dans le projet français;

2°. Que, pensant que la phrase du quatrième article (*appelée à jouir du bénéfice de l'armistice continental*) pourroit (par les mêmes raisons qui s'appliquent à des passages particuliers du préambule) être interprétée d'une manière offensante pour les alliés de sa majesté, il ne doutoit point que le gouvernement français ne consentît à supprimer cette phrase du quatrième article;

3°. Que le gouvernement français consentiroit à supprimer à la fin du troisième article ces paroles, *d'où il résulte*.

Quant à la clause du premier article du contre-projet, par lequel la durée de l'armistice naval dépend de la durée de l'armistice continental, M. Otto a pensé qu'en accordant aux commandans des forces britanniques le droit de recommencer les hostilités dès que la cessation de l'armistice leur seroit signifiée, ce seroit leur laisser trop de latitude; et qu'ainsi il lui sembloit plus convenable que, dans ce cas, la cessation de l'armistice naval fût signifiée de gouvernement à gouvernement, suivant que la Grande-Bretagne ou la France jugeroit conforme à ses intérêts de fixer le terme de l'armistice naval. Mais, sur ce que je lui ai représenté les avantages que la France, d'une part, retireroit de sa position locale et de la facilité de concentrer ses forces sur un seul point d'attaque, et, d'un autre côté, le retard qu'éprouveroit le gouvernement anglais pour faire parvenir dans les diverses parties de son territoire la nouvelle de la rupture de l'armistice, M. Otto a consenti de renvoyer cet objet à examen.

Nous avons ensuite passé aux quatrième et cinquième articles, sur lesquels M. Otto a remarqué qu'ils contenoient les deux points auxquels son gouvernement attachoit le plus d'im-

portance; et son opinion étoit à cet égard que son gouvernement ne consentiroit point à un armistice dont ils ne feroient pas partie. Quant à l'évaluation de l'approvisionnement de Malte à raison de dix mille rations par jour, M. Otto n'a point spécifié sur quelle raison ce calcul étoit fondé; mais il a remarqué en passant que le nombre de ces rations n'étoit point déterminé sur les états de garnison, mais qu'un certain nombre de rations étoit accordé, suivant leurs grades respectifs, aux général et officiers de l'état-major: et quoique beaucoup d'habitans eussent été renvoyés des forts occupés par les Français, il en restoit encore, qu'il les falloit approvisionner. Il croyoit cependant qu'il ne seroit pas difficile de régler ce point d'après le sens du contre-projet, fondé sur ce qui avoit été stipulé dans l'armistice d'Allemagne sur les forteresses d'Ulm et d'Ingolstadt.

Sur cette partie du quatrième article du projet français, qui établit que six frégates puissent partir de Toulon pour l'Égypte, et seront exemptes de recherches, M. Otto m'a lu quelque chose d'une dépêche où M. Talleyrand exprime l'intérêt que toute la nation française prend à l'armée d'Égypte, et témoigne que le desir de travailler au soulagement de cette armée est de la part du gouvernement français le principal motif qui le porte à desirer de conclure un ar-



mistice. M. Otto ajouta qu'il ne me cacheroit pas que la France étoit dans l'intention d'envoyer en Égypte un renfort de douze cents hommes, et que les fournitures militaires destinées pour ce pays consistoient particulièrement en dix mille fusils. Le langage de M. Otto sur cette partie de notre conversation, et de la lettre de M. Talleyrand, me sembla si décisif, qu'il me porta à lui demander précisément si le gouvernement français ne se désisteroit aucunement de cette proposition. M. Otto répliqua qu'il ne pensoit pas que le gouvernement français s'en désistât.

A mes réflexions sur les différends à élever dans le cinquième article entre le contre-projet et le projet français, par lequel il est stipulé dans le dernier que les frégates françaises et les petits bâtimens de guerre pourront librement entrer ou sortir des ports de France, qui jusqu'à présent ont été dans un état de blocus, M. Otto répondit que le motif pour lequel le gouvernement français insistoit sur cette clause étoit le desir d'établir un sûr moyen de communication entre la France et ses possessions éloignées. Je répondis à cela que, si tel étoit le seul objet que la France avoit en vue, elle le rempliroit aussi bien en employant des bâtimens autres que des vaisseaux de guerre. M. Otto ne parut pas vouloir insister davantage

sur ce point , et crut avoir fait tous les sacrifices qu'on pouvoit justement exiger en accordant que les vaisseaux de ligne garderoient leur position. Quant à cette partie du contre projet relative aux transports par mer de fournitures militaires et navales, M. Otto pensoit que le gouvernement français consentiroit à cette restriction.

M. Otto ne pensoit pas que le gouvernement français insistât sur le sixième article du projet français , quoiqu'il fût entièrement nouveau ; mais il évita de donner sur cet objet un avis positif avant de l'avoir médité quelque temps.

L'objection principale de M. Otto sur la forme de l'article marqué 6 dans le contre-projet anglais , étoit fondée sur ce qu'à moins que la Grande-Bretagne et la France ne s'arrogassent le droit de comprendre leurs alliés dans l'armistice naval , avant qu'ils y eussent donné leur adhésion , cela entraîneroit nécessairement des retards , et que les deux puissances ( la Grande-Bretagne et la France ) seroient exposées à de nouvelles hostilités lorsque l'une des deux voudroit attaquer les alliés de l'autre. Ensuite il donna à entendre que l'on pourroit faire un amendement à cet article en y insérant une clause par laquelle on fixeroit une époque pour que les alliés de la Grande-Bretagne ou de la France déclarassent s'ils consentoient ou refu-

soient d'être compris dans l'armistice naval.

A la fin de notre entretien M. Otto me dit qu'il me donneroit par écrit les objections au contre-projet qu'il avoit reçu de votre seigneurie, et ses objections sur les observations faites par moi sur le projet qu'il avoit remis.

Tel est le compte fidele que je rends à votre seigneurie de la substance de ma conférence avec M. Otto.

Les amples instructions dont j'étois muni, et que (ainsi que je vous l'ai dit au commencement de ma lettre) j'ai lues à M. Otto, m'ont empêché de faire de nouvelles observations. J'ai promis de lui communiquer des extraits de mes instructions relatives aux quatrième et cinquième articles; points sur lesquels il s'est élevé entre nous le plus de difficultés. Sa mémoire pourra lui retracer les objections que son projet a éprouvées de la part de notre gouvernement.

Avant de terminer cette lettre je n'oublierai pas de rappeler que dans le cours de notre entretien M. Otto affirma d'une manière positive que la résolution de la France, dans le cas où l'armistice naval ne seroit pas conclu, étoit de poursuivre le cours de ses victoires en Allemagne et en Italie; et que la facilité de conquérir Naples et la Sicile (événemens dont le succès lui paroissoit aussi prompt qu'inévitable) procureroit par la force au gouvernement



français les objets relatifs à Malte et à l'Égypte qu'il vouloit obtenir par l'armistice naval. Je ne jugeai pas convenable de m'expliquer sur ces assertions si fréquemment répétées; mais je rappelai l'attention de M. Otto sur le sujet de la discussion.

J'ai l'honneur d'être, etc.

*Signé* GEORGE HAMMOND.

*Lord Grenville.*

N°. 40.

Hereford-Street, 4 vendémiaire an 9 ( 26 septembre 1800. )

MONSIEUR,

Je vous envoie sans retard la substance des observations que j'ai l'honneur de faire sur les points contestés: je desire sincèrement qu'elles satisfassent votre ministère. Je vous prie en même temps d'avoir la bonté de m'adresser, comme il a été convenu entre nous, copie des discussions auxquelles ces observations servent de réponse.

J'ai l'honneur d'être, etc.

*Signé* OTTO.

*M. Hammond.*

*Note explicative et inofficielle remise à  
M. Hammond.*

LE citoyen Otto n'ayant trouvé dans les observations qui lui ont été faites par M. Hammond que trois objets qui lui paroissent réellement de nature à retarder la conclusion de l'armistice proposé, s'est réservé de les prendre en considération et d'y répondre par écrit.

Après avoir mûrement réfléchi sur le but de la trêve maritime, sur la position actuelle de la France et de ses ennemis, sur l'influence que cette négociation peut avoir à l'égard de la pacification générale, il doit faire sur les points contestés les observations suivantes :

1°. L'article 4, en accordant dix mille rations par jour à la garnison de Malte, n'a pas seulement en vue les troupes effectives de la république, mais toutes les personnes attachées à la garnison, et même les habitans de la place; le citoyen Otto ne croit pas qu'il soit possible de diminuer cette quantité : cependant, pour écarter autant que possible l'objection qui lui a été faite, et pour se rapprocher de plus en plus de la façon de voir du gouvernement anglais, il consent à borner cette évaluation au premier

mois, délai nécessaire pour donner aux commissaires respectifs la facilité de convenir de la quotité suffisante pour l'entretien de la garnison et de la place.

Le second point renfermé dans l'article 4, touchant l'expédition libre de six frégates pour l'Égypte, paroît avoir donné plus d'inquiétude encore que le précédent, et a été l'objet d'une discussion plus animée. A cet égard le citoyen Otto ne peut s'empêcher d'observer de nouveau que si le gouvernement français a proposé d'assimiler les places d'Égypte à celles d'Ulm et d'Ingolstadt, il n'a pu le faire, et il ne l'a fait effectivement que par l'analogie qu'il y a entre ces places à l'égard du blocus; car sous tout autre rapport la comparaison eût été inexacte. En effet personne n'ignore que les places d'Égypte ne sont pas, comme Ulm et Ingolstadt, dans le cas d'être *approvisionnées*, puisqu'on ne sauroit les empêcher de tirer des pays environnans toutes les subsistances qui leur sont nécessaires; que d'ailleurs ces places ne sont pas tellement bloquées qu'elles puissent tomber facilement au pouvoir des ennemis. On n'a donc pu entendre par cette comparaison que l'intention de faire accorder à ces places bloquées par les forces ennemies des avantages analogues à ceux qui ont été accordés aux places d'Allemagne; et ces avantages ne peuvent être déterminés que



par les stipulations spéciales de la convention qu'il s'agit de conclure. Le passage libre de six frégates ne sauroit ajouter considérablement à la défense de l'armée d'Égypte; il servira seulement à prouver à cette armée que le gouvernement français s'occupe de son sort jusqu'à ce qu'il puisse être définitivement fixé par un traité de paix. En se rappelant les circonstances qui ont suivi la capitulation signée par sir Sidney Smith, le citoyen Otto ne sauroit se convaincre de l'inconvenance d'un pareil arrangement relativement à la Porte, et il voit avec regret que les observations qui lui ont été faites par M. Hammond ne lui présentent aucun motif suffisant pour renoncer à cette demande, dont le succès peut seul établir une sorte d'analogie entre les places d'Égypte et celles d'Ulm et d'Ingolstadt.

2°. L'article 5 du nouveau projet diffère sous plusieurs rapports de celui du contre-projet du ministère britannique; mais il diffère bien plus encore du premier projet que le citoyen Otto a eu l'honneur de remettre, en ce qu'il admet qu'aucun vaisseau de ligne actuellement mouillé dans les ports de Brest et de Toulon ne pourra en sortir pendant la durée de l'armistice. Le gouvernement français pense que, sur-tout dans la saison actuelle, cette concession va aussi loin qu'elle peut aller; et qu'en admettant qu'aucun

navire armé ne sortira desdits ports, il laisseroit ces ports réellement dans le même état où ils se trouvent dans ce moment-ci, même dans un état moins favorable, puisque le moment n'est peut-être pas bien éloigné où les forces britanniques n'empêcheront pas ces vaisseaux de sortir. Tout ce que le citoyen Otto pourra accorder à l'égard de cet article c'est qu'aucune munition navale ne puisse être importée par mer dans les ports de Toulon et de Brest; mais il doit insister pour que les frégates et corvettes puissent en sortir librement. Si cette concession donne à la France l'avantage de communiquer efficacement avec ses colonies, il est l'équivalent de celui que l'Angleterre retire de l'armistice pour son commerce, qui, à l'ombre de cette convention, pourra se porter dans toutes les parties du monde sans être inquiété par les corsaires français.

Que si l'on vouloit encore en appeler à une comparaison entre l'armistice continental et la trêve maritime, cette comparaison seroit entièrement au désavantage de la France. Sur le continent les armées françaises et autrichiennes jouissent de la même liberté de prendre en-deçà de la ligne de démarcation les positions qui leur paroissent les plus avantageuses; par l'armistice maritime, au contraire, la Grande-Bretagne conserve *seule* le droit de disposer de ses escadres,

tandis que les vaisseaux de ligne français restent dans leurs ports, et ne peuvent entrer dans aucune combinaison hostile contre elle.

3°. L'article 6 du nouveau projet touchant les troupes anglaises qui pourront être débarquées en Italie, a été considéré comme une prétention nouvelle de la France, puisqu'elle n'en avoit fait aucune mention dans son premier projet. Mais cette prétention (si elle peut être appelée ainsi) n'est que la suite naturelle d'une concession également nouvelle, faite par la France, en offrant de comprendre dans l'armistice les alliés de la Grande-Bretagne. Il seroit en effet impossible de faire jouir le roi de Naples des avantages de cette trêve, et lui laisser en même temps la faculté de se renforcer et de préparer de nouveaux moyens d'attaque contre la république.

Le citoyen Otto doit se borner à ces observations qui lui paroissent les plus importantes. D'autres objections qui lui ont été faites, et qui ne portent en grande partie que sur la rédaction de la convention projetée, pourront être facilement levées.



*Note de lord Grenville à M. Hammond ,  
du 26 septembre 1800.*

4 vendémiaire an 9.

M. Hammond voudra bien informer M. Otto que les observations renfermées dans la note que M. Hammond a reçue aujourd'hui ont été mises sous les yeux du gouvernement de S. M.

Les serviteurs du roi regrettent que les instructions de M. Otto ne soient pas suffisamment étendues pour fournir des moyens de rapprochement touchant les points qui empêchent la conclusion de l'armistice naval.

Le seul objet que S. M. a eu en vue dans toute cette discussion a été expliqué itérativement, de même que les considérations qui lui paroissent nécessairement limitées, et l'étendue des concessions qu'il lui est possible de faire à cet égard.

Il n'est pas vraisemblable qu'aucun avantage puisse résulter d'un nouvel exposé de ces considérations , particulièrement parce qu'on n'a aucun doute que M. Otto , dans le rapport qu'il fera à son gouvernement des différens argumens employés par M. Hammond dans sa conférence avec lui , ne les présente dans toute leur étendue.

En offrant ces concessions S. M. a donné une preuve évidente de ses dispositions à faire un sacrifice considérable des intérêts particuliers de ce pays, afin de faciliter les négociations pour une paix générale, auxquelles elle a déclaré être prête à prendre part. Elle persévère toujours dans les mêmes dispositions, et elle fera volontiers les démarches convenables pour atteindre ce but.

Pour traduction,

*Signé* OTTO.

N°. 43.

Heréford-Street, 6 vendémiaire an 9 (20 septembre 1800.)

M O N S I E U R ,

J'AI reçu la note que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 20; j'en ai fait sur-le-champ passer le contenu à mon gouvernement, ainsi que les observations contenues dans la pièce que je vous renvoie ci-incluse.

Le ministère de S. M. a rendu justice à mes intentions lorsqu'il a pensé que j'enverrois à la France une relation exacte et détaillée de la conversation que j'ai eue avec vous. J'ai fait mon possible pour instruire le premier Consul de toutes les observations que vous avez été chargé de me faire.

Quel que soit le résultat de cette tentative des deux gouvernemens pour rendre à l'Europe la tranquillité, je dois me féliciter d'avoir été près du ministère de S. M. l'interprete des dispositions pacifiques de la France , et d'avoir été chargé de faire connoître à mon gouvernement les mêmes dispositions conciliatrices de la part de S. M.

J'ai l'honneur d'être avec la plus haute considération.

*Signé* OTTO.

A. M. Hammond ,  
*sous-secrétaire d'état.*

N°. 44.

Hereford-Street , 11 vendémiaire an 9 ( 6 octobre 1800. )

MONSIEUR ,

M. George n'étant pas de retour , j'ai l'honneur de m'adresser à vous directement pour vous demander un rendez-vous à Park-Place , ou dans tout autre lieu que vous jugerez convenable de me désigner.

J'ai l'honneur d'être , etc.

*Signé* OTTO.

M. Hammond.



( 98 )

N°. 45.

Downing Street, 8 octobre 1800.

**M**ONSIEUR,

En tâchant de faire aux ministres de S. M. le rapport des communications que vous m'avez faites hier verbalement, j'ai tellement craint, dans une affaire de cette importance, de commettre quelque erreur sur ce que vous aviez dit, que je ne puis m'empêcher de vous témoigner le vif desir que j'ai de recevoir dans une minute écrite la substance de cette réponse, ainsi que cela s'est fait en d'autres circonstances de notre discussion.

N°. 46.

Hereford-Street, 16 vendémiaire an 9 (octobre 1800.)

**M**ONSIEUR,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer ce matin, par laquelle vous me demandez que je vous donne par écrit la substance des communications que j'avois été chargé de vous faire, parceque l'importance de cet objet vous fait craindre de n'avoir pas parfaite-

ment saisi le sens de cette communication. Je me hâte de vous en faire passer la substance.

Les dernières notes échangées , et plusieurs évènements importants , qui ont entièrement changé les bases sur lesquelles on avoit établi l'armistice proposé, ayant rompu les négociations entamées, j'eus l'honneur de vous informer qu'indépendamment des circonstances qui s'opposoient à la conclusion d'une trêve maritime , le premier Consul est disposé à recevoir toutes ouvertures relatives à une négociation séparée entre la France et la Grande-Bretagne , et que le mode de ses ouvertures étoit à l'option de S. M. ; que quand le roi jugeroit convenable d'envoyer à ce sujet un plénipotentiaire à Paris, je suis autorisé, non seulement d'y consentir, mais de lui délivrer les passeports nécessaires ; que si, au contraire, S. M. préféreroit que les préliminaires des négociations se traitassent à Londres , on m'enverroit à cet effet des pouvoirs spéciaux.

J'ai l'honneur, etc.

*Signé* OTTO.

M. Hammond.

Downing Street , 9 octobre 1800.

MONSIEUR,

J'AI l'honneur de vous accuser réception de votre lettre d'hier, et je suis chargé de vous informer

Que le gouvernement de S. M. est tout-à-fait d'opinion que toute discussion ultérieure sur les conditions d'une trêve maritime seroit inutile, puisque l'objet unique qu'on propose à S. M. de garantir par cet arrangement a en même temps été la base de sacrifices particuliers qu'on exige de son allié.

Quant à la proposition d'ouvrir des négociations par une paix séparée, S. M. conservant toujours le desir sincère qu'elle a constamment manifesté pour le rétablissement de la tranquillité générale de l'Europe, doit cependant renouveler ses premières déclarations d'une détermination invariable de remplir avec ponctualité et bonne foi ses engagements envers ses alliés : en conséquence elle évitera toujours d'adopter des mesures qui tendroient à séparer ses intérêts de ceux des puissances qui conti-



nueront de faire avec elle cause commune pour la continuation de la guerre.

*Signé* Geo. HAMMOND.

M. Otto.

*Extrait d'une note du baron de Thugut à M. Talleyrand, datée de Vienne, 11 août 1800.*

L'EMPEREUR m'a ordonné, monsieur, de faire parvenir par vous au premier Consul l'invitation pour la prompte réunion des plénipotentiaires respectifs, qui concerteront avec franchise et loyauté les moyens de rétablir aussitôt que possible la tranquillité générale, après laquelle l'Europe a vainement soupiré dans ses calamités. S. M. se flatte que par ce moyen ses intentions pacifiques seront sûrement satisfaites, puisque le roi de la Grande-Bretagne, son allié, lui a déclaré qu'il étoit, de son côté, prêt à prendre part aux négociations, ainsi qu'il paroît par la copie de la note officielle remise ici par lord Minto, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. britannique. Il ne reste plus qu'à convenir du lieu où les plénipotentiaires se réuniront; ce qui sera facilement réglé. Pour faciliter les communications des plénipotentiaires avec leurs gouvernemens

respectifs , S. M. pense qu'il seroit convenable de choisir quelque point central, comme Schelestadt, Lunéville, etc., ou tout autre sur lequel le gouvernement français peut s'entendre avec le gouvernement anglais , afin de ne pas perdre de temps. D'après la déclaration que , par ordre exprès de S. M. , j'ai l'honneur de transmettre à votre exc. , et qui atteste les dispositions pacifiques du gouvernement britannique , il dépendra désormais du gouvernement français de hâter l'heureux instant qui doit rendre le repos à l'Europe , si cruellement déchirée par une guerre désastreuse,

*Signé* Baron DE THUGUT,

*M. Talleyrand.*

LE soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. britannique, ne manquera point de faire passer à sa cour toutes les communications que son excellence le baron de Thugut lui a faites par ordre de sa cour relativement à la correspondance qui a eu lieu entre S. M. l'empereur et le gouvernement français concernant les ouvertures de paix : en conséquence le soussigné a été chargé de

témoigner avec quelle satisfaction S. M. a reçu cette marque de confiance de la part de S. M. impériale et royale. Le soussigné, d'après l'autorisation qu'il a reçue, n'hésite point à déclarer que S. M. britannique, en tout temps disposée à donner à l'empereur les preuves les plus évidentes de son union franche et cordiale avec S. M. impériale et royale, et du prix qu'elle attache à maintenir constamment la bonne intelligence et amitié qui lient heureusement leurs couronnes et leurs sujets, est disposée à concourir avec l'Autriche aux négociations qui s'ouvriront pour la paix générale, et à envoyer son plénipotentiaire pour traiter d'accord avec S. M. impériale et royale dès que l'intention du gouvernement français d'entrer en négociation avec S. M. britannique sera connue de S. M.

Le soussigné saisit avidement cette occasion d'assurer son excellence de sa plus grande considération.

*Signé* MINTO.

Vienne, 9 août 1800.



*Le général Kleber, commandant en chef l'armée française en Egypte, à son excellence le kaimakan de la sublime Porte, illustre entre les grands, les sages et les doctes, à qui Dieu puisse accorder une longue vie pleine de gloire et de félicité,*

Salut et amitié.

VOTRE excellence a sans doute été informée de la suite et du résultat des négociations que j'ai conclues avec Youssef pacha ; et, d'après les assurances que m'ont données à ce sujet les personnes les plus distinguées de votre nation, j'ai lieu de croire que le traité d'El-Arisch auroit reçu l'approbation de sa hauteesse l'empereur Sélim II.

Plusieurs articles de ce traité ont déjà été exécutés, et l'armée française, en particulier, a fidèlement rempli ses engagements.

J'étois sur le point d'évacuer le Caire, lorsque j'ai reçu de lord Keith, commandant en chef les flottes anglaises dans la Méditerranée, une lettre qui a excité la surprise, et sur-tout l'indignation de l'armée française. Je joins ici la copie de cette lettre. Cette piece, qui montre une entière ignorance de ma situation, et le mépris de tout ce qu'on doit à des alliés, rend illusoire non

seulement la convention d'El-Arisch, mais toute autre espèce de traité qui dans la suite auroit pu être conclu avec la sublime Porte. Quant aux conditions injurieuses que cette lettre contient, votre excellence verra que l'armée française d'Égypte ne peut jamais être dans la nécessité d'y souscrire.

J'ai communiqué ces observations au grand-visir, et lui ai proposé de différer l'évacuation du Caire jusqu'à ce que cet obstacle imprévu fût levé : c'est le gage le plus modéré que je puisse demander de l'exécution de notre convention. Son excellence a refusé de consentir à ma proposition, et a préféré commettre au sort d'une bataille la possession d'un pays qui lui étoit entièrement assuré. Cette bataille a eu lieu le 29 ventose, et le ciel, protégeant la justice de ma cause, m'a accordé la victoire. Cependant le desir sincère que j'ai toujours eu de rétablir les liens d'amitié qui depuis plusieurs siècles ont uni les deux nations n'est point changé par cet événement. La sublime Porte me trouvera toujours disposé à la remettre en possession de l'Égypte aux conditions du traité d'El-Arisch, avec les restrictions que les circonstances actuelles ont rendues nécessaires. Ainsi l'on prévient toute nouvelle effusion de sang, et une négociation (à laquelle des ordres inattendus ne pourroient mettre obstacle) rendroit à

l'empire ottoman ces provinces qu'il tenteroit vainement de nous ravir par la force des armes. Si votre excellence partage ces sentiments pacifiques et concilians , elle les communiquera à sa hauteesse l'empereur Selim II; et sans doute vous recevrez sans délai des ordres pour reprendre les conférences , qui auront le résultat que nous desirons également. Je prie votre excellence de croire à la haute considération que j'ai pour elle.

*Signé* KLEBER.

Au Caire , le 20 germinal an 8 de la rép. fr. ( 10 avril 1800 ),  
qui répond au 14 du mois de la lune de Zyskad , an 1214 de l'Hégyre.

Au camp d'Yaffa , 15 avril 1800.

*Baudot , premier aide-de-camp du général  
Kleber , commandant en chef l'armée fran-  
çaise d'Egypte , au premier interprete de  
la sublime Porte.*

PRINCE ,

Dans tous mes entretiens avec vous je vous ai continuellement répété que l'intention hautement manifestée du général Kleber avoit toujours été d'exécuter scrupuleusement le traité d'El-Arrisch. J'ajoute avec confiance , d'après la con-



noissance que j'ai du caractère franc et loyal de ce général , et le desir sincère qu'il a de donner à la sublime Porte les preuves les plus incontes- tables de sa bone foi , que , quel que soit le sort de la guerre , l'armée française évacuera l'Égypte immédiatement après que le gouvernement anglais aura envoyé les passe-ports nécessaires et le nombre des vaisseaux stipulés pour le transport des troupes.

J'ai l'honneur d'être, etc.

*Signé* BAUDOT.

noissance que j'ai du caractère franc et loyal de  
cogénéral, et le desir sincère qu'il a de donner  
à la sublime Porte les preuves les plus incontestables  
de sa bonté, l'ont fait se hâter de se rendre à  
la guerre, l'année dernière, et de se rendre  
le lendemain de son arrivée, à la tête de ses  
troupes, à la ville de Constantinople, pour se faire  
présenter au grand vizir, et lui offrir ses  
félicitations sur son heureux retour.



et de l'honneur d'être, etc.

Signe Landon.

